

Mai-Juin 1968 : « Brisons les vieux engrenages ! »

Habituellement et par définition, les travailleurs travaillent. Accessoirement, ils obéissent. Par contrat, signé ou pas, ils travaillent au service de ceux qui ne travaillent pas, les possédants. Parfois, comme en mai et juin 1968 en France, les travailleurs s'arrêtent de travailler. Ils arrêtent donc d'obéir. Les possédants n'apprécient pas du tout. Ils n'ont alors qu'une idée en tête : rétablir l'ordre.

Après juin 68, comme après tout mouvement de révolte ouvrière qui inspire une trouille bleue aux capitalistes, ceux-ci s'efforcent d'éliminer au maximum les traces de la crise. Une fois ce premier travail d'effacement accompli, avec l'aide d'un certain nombre de repentis, de philosophes, de sociologues et d'hommes des médias, les commémorations ont pu commencer, mais qui devront toujours nier l'essentiel pour les générations suivantes : le caractère ouvrier, et le caractère politique des « événements », entre guillemets.

Mai 68 a été un mouvement farfelu, utopique, imprévisible, remettant en cause tout et n'importe quoi : les codes vestimentaires, la répression sexuelle, le couvre-feu dans les dortoirs, la grammaire, le capitalisme et l'impérialisme...

Mai 68 a éclaté comme un coup de tonnerre dans un ciel serein, dans une France qui s'ennuyait.

Mai 68 a été essentiellement une révolte étudiante, un conflit de générations.

Mai 68 a été aussi un grand mouvement revendicatif des travailleurs.

Mai 68 en France n'a été qu'une petite partie d'un bouillonnement mondial qui a traversé les années 60 puis 70 : ça, c'est vrai. Mais nous nous contenterons des mai et juin français pour mieux souligner l'essentiel, la vérité qu'il faut noyer : Mai et juin 68 ont fait retentir un slogan révolutionnaire : « Le pouvoir aux travailleurs ! »

1. Première partie : Mai. Comme un fleuve qui déborde
2. Deuxième partie : Juin. Les choses sérieuses commencent !
3. Troisième partie : Mai-Juin. Le bilan est sucré-salé.

Première partie

Mai. Comme un fleuve qui déborde

1. Un coup de tonnerre dans un ciel serein ?

De Gaulle est revenu au pouvoir depuis 10 ans. Il a d'abord terminé les guerres coloniales. 1960, indépendances en Afrique subsaharienne. 1962, en Algérie. Puis, le régime gaulliste se consacre à la restructuration de l'appareil de production. Les aides de l'État favorisent les regroupements et les fusions dans le textile, la chimie ou la sidérurgie, et renforcent l'emprise des grandes banques sur l'industrie. L'enjeu est de permettre à la France de maintenir son rang de grande puissance économique et politique. Quand la première bombe nucléaire française explose au Sahara en 1960, De Gaulle s'écrie : « Hourra pour la France ! Depuis ce matin, elle est plus forte et plus fière ».

On fabrique alors les grandes banlieues ouvrières, à coups de ZAC, de ZUP¹, de zones industrielles et de spéculation immobilière. Les ruraux débarquent dans ces « villes nouvelles » déshumanisées et s'y adaptent plutôt mal que bien, la suite le montrera. Même l'université devient banlieusarde. Nanterre naît au milieu des tours HLM, alors que le Quartier latin, en plein centre de Paris, était jusque-là la plus grosse concentration étudiante européenne.

¹ Zone d'aménagement concerté, zone à urbaniser en priorité

Se développe alors ce que les sociologues ont décrit comme « la civilisation du loisir et de l'abondance », basée sur la machine à laver, la baignole et la télé. Il est vrai que le pays se reconstruit, après les guerres mondiale et coloniales. Il change en dix ans plus que pendant les 50 ans qui ont précédé. Mais la « civilisation » est la même. C'est celle de l'argent-roi, de l'exploitation et de l'aliénation. Abondance pour une minorité, mirage de la consommation et réalité des cadences infernales pour la classe ouvrière.

Gébé, écrivain : *Le formica, l'aluminium doré, le plastique gai, le tube fluorescent proliféraient. Les tracteurs grossissaient. Le travail uniforme et les cadences infernales dévoraient les vies. L'avenir était l'exacte projection du présent, en plus haut, plus large, plus lourd, plus opaque, plus écrasant, plus dévorant et gris béton à l'infini. Voilà pourquoi, vers la fin des années soixante, il y eut 1968.*

Le ciel n'est pas si serein...

La gauche traditionnelle (SFIO² et PCF) s'est compromise dans le soutien aux guerres coloniales (Indochine, Algérie³), et sa participation à cette "nouvelle société", dans les municipalités et les comités d'établissements. Alors, une nouvelle gauche est apparue, telle que le PSU⁴, et les groupes politiques qui formeront en 68 l'extrême gauche.

Parallèlement, la réorganisation du travail engendre de nouvelles tensions dans les usines et un renouveau des luttes. Pendant les années qui précèdent 68, les "journées nationales d'action", syndicales, routinières, vont alterner avec quelques grèves très dures. Kristin Ross, Mai 68 et ses vies ultérieures : *En 1968, l'idée d'affrontement physique direct avec la police en tant que représentant du pouvoir de l'Etat avait déjà acquis, pour beaucoup de militants, une certaine consistance à la suite d'une série de grèves qui avaient éclaté dans les usines françaises au milieu des années 1960. Ces grèves « sauvages » naissent de manière plus ou moins spontanée dans un atelier d'usine, puis s'étendaient à l'entreprise, à la ville ou au secteur industriel tout entier ; elles étaient autant dirigées contre les responsables syndicaux que contre le patronat. Dès 1963, les mineurs avaient mené une grève violente et s'étaient opposés à la reprise du travail décidée par les syndicats. En 1964, les travailleurs de Renault de l'usine de Flins avaient réclamé une réduction de la semaine de travail scandant « nous voulons du temps pour vivre ». Des grèves spontanées, plus longues et plus violentes que celles organisées par les syndicats, éclatèrent également à Nantes en 1964, dans les chantiers navals du Midi en février 1966, à Redon, au Mans, où les travailleurs érigèrent des barricades, ainsi que chez Rhodiacéta, à Lyon et à Besançon, où elles durèrent tout le mois de décembre 1967 et s'étendirent à l'ensemble des usines du groupe dans la région lyonnaise.*

En 1967 et pendant les premiers mois de 68, une série de grèves, d'occupations et de confrontations avec les forces de l'ordre montra que la classe ouvrière devenait de plus en plus combative. En février 1967, à l'usine Rhodiacéta de Besançon, 3200 travailleurs firent grève contre les menaces de chômage ! Le mouvement s'étendit rapidement aux autres usines du groupe, notamment à Lyon. Ville où justement Berliet, pour contrer l'agitation, ferme l'usine et la fait occuper par les CRS. Les ouvriers obtiennent 36% d'augmentation, en avril 67.

A la rentrée de la même année, des grèves éclatent aussi au Mans et à Mulhouse en protestation contre les ordonnances sur la Sécurité Sociale et le chômage. Au Mans les CRS encerclent la ville. A Mulhouse, la préfecture est attaquée par les manifestants.

En janvier 1968 à Caen, 4800 travailleurs de l'Usine Saviem se mettent en grève pour une hausse de salaires, passant rapidement à l'occupation de l'usine. Armés de frondes et de matraques, les jeunes travailleurs participent à plusieurs affrontements violents avec les CRS. La forte répression policière et judiciaire ne fait que renforcer le mouvement, et le 30 janvier on compte 15 000 grévistes dans la zone. Pouvoir et patronat sont obligés de lâcher.

Non, mai 68 n'éclate pas dans un ciel serein !

² Section française de l'Internationale Ouvrière, ancêtre du PS

³ Voir notre brochure « Algérie : colonisation, libération et communisme ». <http://ocml-vp.org/article726.html>

⁴ Parti Socialiste Unifié, créé en 1960, situé à gauche de la SFIO et du PCF, dirigé par Michel Rocard en 1968

La légère crise économique de 1967 tarit les embauches dans certaines grosses industries (aviation, construction navale...). Du printemps 67 au printemps 68, le chômage double ! Une inquiétude nouvelle sur la sécurité de l'emploi voit le jour chez les ouvriers.

Les jeunes travailleurs forment des bandes. Certains vont se jeter à corps perdu dans mai 68, se mêler aux grèves d'usines ou aux manifs avec les étudiants. Partant de leur révolte individuelle, ils vont se politiser et comprendre que « ce n'est pas leur vie qui est mal faite, mais la société ».

Pour les étudiants aussi, il y a peu de débouchés. Plus des deux tiers sortent de l'université sans diplôme...

Mais ce sont la guerre d'Algérie et la guerre du Vietnam qui vont politiser et mobiliser de plus en plus les jeunes générations. Il y a une opposition croissante à la guerre du Vietnam et à l'impérialisme américain. Au slogan du PCF « Paix au Vietnam », qui succédait aux « Paix en Indochine » et « Paix en Algérie », des jeunes opposent la guerre du peuple et sa victoire, un « FLN vaincra » bien plus combatif et solidaire. Les remous politiques posés par ces deux slogans opposés iront en s'approfondissant.

Kristin Ross, Mai 68 et ses vies ultérieures : *« Dans les années qui précèdent immédiatement 1968, toutes les régions de France connaissent un climat d'agitation au sein de la classe ouvrière. Concrètement, cela se traduit par des grèves que les dirigeants syndicaux s'efforcent de réduire à de simples manifestations symboliques. Mais les meneurs ouvriers s'opposent à ces tentatives de modération. C'est la première fois depuis 1936 que des travailleurs en grève occupent les usines et séquestrent l'encadrement, ceux-là même, ingénieurs et cadres, que le PCF globait dans le nouveau salariat anti-monopoles... »*

Mai 68 n'est donc pas tombé du ciel, par hasard !

Et ce n'était pas un conflit de générations, un mouvement culturel, moral... C'est un très grand événement politique, une mise en cause frontale du système capitaliste, mettant en scène dans une lutte pour le pouvoir toutes les classes de la société, leur contradictions, leurs limites, et faisant apparaître de manière plus évidente les trahisons des uns (la voie bourgeoise empruntée par le PCF), les limites des autres (le mouvement étudiant..), et la confirmation que l'unique classe capable d'en finir avec ce système, c'est le prolétariat.

Kristin Ross, Mai 68 et ses vies ultérieures : *Ces expériences d'action directe servirent d'exemple à certains étudiants activistes, ou, comme le dit plus justement Sartre dans un autre contexte, elles « élargirent le champ du possible ». Ces grèves, pendant lesquelles, selon un ouvrier, « on a obtenu beaucoup plus en dix heures de combats de rue qu'en dix mois d'assises dans les commissions ».*

2. Juste une révolte étudiante ?

Début mai, la répression des étudiants aboutit à deux résultats inverses des espoirs de la bourgeoisie : - premièrement, de plus en plus de jeunes, étudiants et lycéens, rejoignent le mouvement, - deuxièmement, le mouvement étudiant gagne de plus en plus la sympathie des milieux populaires.

Dans la jeunesse ouvrière, en particulier, il y a toujours eu la haine des flics.

Un premier brassage entre étudiants et ouvriers s'opère dans la rue, au fur et à mesure que les combats de rue s'accroissent. Les étudiants sont rejoints par un nombre croissant de jeunes travailleurs, et par des ouvriers au chômage, dont le rôle et le nombre réel ont été largement minimisés. Les hommes au service du pouvoir parlent de "non-étudiants", manière pudique d'éviter de dire "travailleurs". Même quand les étudiants ne forment qu'une partie, active, mais non majoritaire, de la foule des manifestants, les radios continuent à dire "les étudiants se sont réfugiés", « les étudiants ripostent », etc.

Les "non-étudiants" demeurent toujours dans une ombre mystérieuse, assimilée à "la pègre" par le ministère de l'Intérieur. *« La pègre chaque jour plus nombreuse qui rampe, enragée, depuis les bas-fonds de Paris, qui se cache derrière les étudiants et se bat avec une folie meurtrière [...]. Je demande, que Paris "vomisse" la pègre qui la déshonore. »* Le terme est repris jusque dans les colonnes de l'Humanité, le journal du Parti Communiste :

L'Humanité : *« Toute la nuit durant, dans différents districts de Paris, on trouve une racaille des plus douteuses, cette pègre organisée dont la présence contamine ceux qui l'acceptent et, plus encore, ceux qui la sollicitent. »* Est ainsi remis au goût du jour le vocabulaire utilisé par la bourgeoisie lors de la Commune de Paris de 1871 : les ouvriers, la classe inférieure sont des bêtes sauvages, une sale vermine, qui se cachent derrière des

étudiants respectables, et les contaminent comme de dangereux parasites. Pour rester dans ce langage sanitaire, disons que le pouvoir en place (et les appareils en place au sein des usines) redoutent épidémies et contagion.

Mai 68, une révolte d'étudiants ? ...et de « racaille » non-étudiante !

Que se passe-t-il alors dans la tête des travailleurs et dans leurs discussions ? Ils voient le pouvoir reculer devant les manifestants, ils voient une brèche après tant d'années de recul devant l'État gaulliste et ses flics, mais aussi de contrôle étouffant des luttes par les experts réformistes, qui égrènent des journées d'action ressenties comme inefficaces, y compris par les militants syndicaux. Les barricades du 10 mai évoquent tout simplement... la révolution.

Un travailleur malgache de Montreuil : *« Nous vivions cela comme une vraie fête. Après tant d'années où l'on avait plié devant l'État gaulliste et ses flics : D'abord le coup de force gaulliste de 1958 lui-même, puis la répression de la révolte des Algériens et des manifestations contre la guerre d'Algérie. Le seul mouvement victorieux avait été une grève des mineurs avec leur refus de la réquisition en 1963, cela commençait à dater comme victoire ! Et enfin le mouvement de solidarité avec le Vietnam. Les futurs gauchistes nous vendaient ces actions comme de la solidarité et de l'anti-impérialisme, mais aussi de la préparation de la révolution. Le socialisme semblait possible. Pour moi et beaucoup d'autres, c'était dix ans de cocotte-minute qui explosaient enfin et sans le contrôle des « staliniens », autres réformistes et autres organisateurs professionnels. »*

Les premiers jours, la spontanéité ouvrière paraît évidente : "Usine occupée : nous en avons plein les bottes !" proclame la banderole sur l'usine Vinco à Dieppe. Ce n'est pas un cas isolé. L'anagramme que réalisent les ouvriers avec les lettres du fronton de BERLIET, déplacées pour former LIBERTE, se charge d'une valeur symbolique. Aucune de ces actions ne correspond à un mot d'ordre précis.

Daniel Bénard, de Voix Ouvrière⁵, Alstom Saint-Ouen : *« C'est là qu'un matin à côté de la place de Clichy, début mai, je me suis trouvé par hasard sur les bords d'une manifestation de lycéens. Il y avait là des milliers de jeunes et très jeunes des lycées du coin qui criaient : « Nous sommes tous des juifs allemands ». Je n'en revenais pas. (...) Voilà que des milliers et des milliers de lycéens par solidarité avec le rouquin (Cohn Bendit) affirmaient qu'ils étaient tous des juifs allemands... c'était incroyable !*

Alors que le PCF, depuis que j'étais en âge de comprendre un peu quelque chose, n'avait plus jamais rien sorti que la serpillière tricolore, le rouge revenait en masse et le noir des anarchistes était là aussi. De retour à l'usine, j'ai raconté aux gars de l'atelier ce que j'avais vu, tellement j'en étais estomaqué. »

Le jeudi 9 mai, une dizaine de jeunes travailleurs signent et distribuent un tract à la porte de leur usine intitulé : "A BAS LES FLICS, BRAVO LES ETUDIANTS".

L'appareil puissant du PCF et de la CGT sent le vent tourner. Après avoir déversé durant des semaines des critiques violentes contre le mouvement étudiant et les gauchistes, il décide de prendre les devants, pour ne pas se laisser déborder et mieux encadrer la réaction de la classe ouvrière. Il décide, pour le lundi 13 mai « d'étendre la grève par en bas », comme le proclame le secrétaire général de la CGT, Georges Séguy.

A la manifestation du 13 mai, les ouvriers participent nombreux.

Le lendemain, dans de nombreuses usines, l'ambiance est très particulière.

Daniel Bénard, Alstom Saint-Ouen : *« Ça travaillait 'gentiment' dirions-nous, mais tout le monde pensait qu'il allait se passer quelque chose. Ça n'était pas euphorique, personne ne disait « Faut y aller ! », mais toutes les discussions tournaient autour de la manifestation de la veille. Bon nombre de travailleurs de l'usine y étaient allés, individuellement, et il régnait dans l'atelier une atmosphère de franche camaraderie. Je crois pouvoir dire, sans emphase, que la classe ouvrière faisait surface en tant que telle. »* L'occupation est votée directement : *« Toutes les caisses à outils étaient fermées, les machines arrêtées. On était en grève. Personne, ni nous ni d'autres, n'a parlé des revendications, ça n'était absolument pas dans les préoccupations. »*

Chez Hispano-Suiza, même démarrage sur les chapeaux de roue :

⁵ Voix Ouvrière, dissoute par le décret du 12 juin 1968, se reconstitue immédiatement sous le nom de Lutte Ouvrière, ou plus exactement Union Communiste trotskiste, Lutte Ouvrière étant le nom du journal

Hispano-Suiza, Ouvriers face aux appareils : « *Des délégués passaient dans les ateliers pour demander aux ouvriers ce qu'ils voulaient faire. Avant même qu'ils aient rassemblé les premières personnes, sans qu'on sache comment et d'où il était parti, le mouvement s'est répandu comme une traînée de poudre. De partout les travailleurs sortaient comme s'ils avaient attendu ce moment depuis bien longtemps. "Que faire ? Je suis dépassé, ça va trop vite pour moi" avouait le délégué syndical, "j'ai peur".*

Au meeting, la CGT ne s'attendait toujours pas à ce qu'une grève illimitée démarre, loin de là. Un des responsables a dit : "Camarades, on a des revendications". Les gars n'étaient pas au courant. Il a plaqué les revendications habituelles, et il a dit : "Pour les obtenir, il y a différentes formes de lutte : il y a le débrayage d'une heure, de neuf heures, de 24 heures". Alors les gars ont commencé à parler et un copain est monté sur la table en disant qu'il fallait une grève illimitée. Alors là, l'autre a récupéré et il a dit aussi : "grève illimitée. Mais un second responsable est venu après pour avertir qu'une grève comme ça, c'était très dur, que les gars n'en avaient jamais fait, qu'ils ne se rendaient pas compte, etc. Non, ils ne voulaient vraiment pas de cette grève, mais ils y ont été poussés. »

Le 15 mai, à Renault Flins, la grève part de la tôlerie vers 10h du matin. Les ouvriers défilent à travers la mécanique, la peinture et la sellerie en scandant : « Occupons l'usine », « Nos 40 h » et « Les usines aux travailleurs ». Ils font sortir tout le monde, sans le moindre appel des syndicats, « dominés par le mouvement ».

Oser Lutter, oser vaincre, film de Jean-Pierre Thorn : « *Les syndicats ont suivi par obligation, par force* ». Gébé, écrivain : *Pendant un temps, quelques jours, il n'y eut d'autre explication à l'allégresse générale que l'effet bienfaisant du soulèvement. Ce soulèvement qui fait basculer les pouvoirs pesants. Aux envies indicibles succédèrent les revendications responsables : nos 5%. Pesamment les bœufs revinrent se remettre devant la charrue.*

L'occupation de l'usine offre un lieu, où l'on s'informe, où on participe. Les comités de grève, même s'ils ne sont souvent que des intersyndicales, facilitent ces prises de responsabilités. Au cours des AG, les responsables syndicaux interviennent de droit, mais les ouvriers grévistes sans mandat peuvent parfois intervenir. A Peugeot-Sochaux, les grévistes ont créé un lieu de discussion baptisé forum, où les discussions syndicales ou politiques rassemblent plusieurs centaines de travailleurs.

Le 14 mai, 500 métallos de l'usine Claas, en Lorraine, votent la grève illimitée, suivis par ceux de Sud-Aviation Nantes dans la journée, avec occupation de l'usine et séquestration des directeurs.

Le 15, 300 jeunes ouvriers en font autant à Renault Cléon et deux autres boîtes de la région normande sont paralysées dans la journée.

Le 16 mai, tout Renault est en grève : Flins, Sandouville, Le Mans et Billancourt. Usines occupées, drapeaux rouges hissés dans le Nord et l'Est.

Au début, ce sont souvent les militants d'extrême-gauche qui impulsent le mouvement. Les syndicats confédéraux craignent d'être débordés. Ils s'associent alors au mouvement, et cela devient une vague déferlante.

Le 18 à midi, il y a un million de grévistes, et deux millions le soir !

En quelques jours, on arrive à 10 millions de grévistes, sans consignes syndicales générales ni mots d'ordre unifiés ! La grève se stabilise à ce niveau pendant 10 jours, jusqu'au 2 juin. Du jamais vu dans un pays capitaliste développé !

Mai 68, une révolte étudiante ? Oui, et un peu plus !

Du fait de son caractère global, la grève ne suscite pas d'intervention policière ou militaire pendant toute cette période. Les conflits entre les syndicats, ou entre la base et les syndicats sont limités. Le climat des occupations est bon enfant ; plutôt passifs, les ouvriers rêvent que le pouvoir gaulliste va bientôt tomber, comme une feuille morte.

Nicolas Rivière, Mai 68 ou 120 ans après : *Ce qui irrite plus que tout les capitalistes dans cette lutte, c'est l'occupation, les piquets de grève, les refus de voter ou les votes à main levée. Bref tout ce qui, aussi limités qu'ils soient, constituent tout de même, de la part des travailleurs, des actes de dictature. L'occupation n'était*

pas la "prise du pouvoir à la base" qu'on a prétendu, car avoir le pouvoir, c'est l'exercer, et on ne peut l'exercer dans une usine si le pouvoir d'État appartient à l'ennemi. Pourtant, l'occupation symbolisait ce droit que se réserve la classe ouvrière de s'emparer par la violence des moyens de production.

Le plus souvent, la grève reste fortement encadrée par les délégués syndicaux, en premier lieu CGT. Le PCF venait de perdre en quelques semaines son influence dans les milieux étudiants et intellectuels ; il tient à conserver son influence sur la classe ouvrière. Dans la plupart des usines, le comité de grève est constitué avec une majorité de délégués des syndicats ou au mieux, avec moitié de délégués et moitié d'ouvriers des ateliers. Une telle composition permettait de réduire les risques de débordement par la base. Une autre tactique d'encadrement consiste à restreindre l'horizon de la lutte aux revendications immédiates, à définir localement. Si les syndicats encouragent l'extension des grèves, il n'y a cependant pas de mot d'ordre de grève générale ou de constitution d'un Comité central de grève comme en novembre 47. Pendant que les ouvriers restent cloîtrés dans leurs usines, les dirigeants syndicaux peuvent plus facilement décider à leur place, « secteur par secteur », en s'arrogeant le monopole de l'information. De toute façon, comme la grève est générale, les ouvriers ne sont pas conviés aux négociations qui échoient à leurs « représentants ». On discute, sur place, mais on ne décide pas !

L'Etat et les appareils d'encadrement des ouvriers ont le même souci : séparer les étudiants des travailleurs, empêcher les contacts et les interactions établies début mai dans la rue, et préserver l'encadrement traditionnel de la classe ouvrière. Comme le dit Maurice Gouiran dans un roman : « *Vous les jeunes, vous êtes des idéalistes et vous voulez changer le monde. Mais qu'est-ce qu'ils veulent, les syndicats ? Des augmentations, pas changer la société. Ils n'ont pas les mêmes ambitions que vous, ils raisonnent toujours comme au 19e siècle... Des augmentations, afin de mieux vivre dans la société actuelle qui leur convient finalement très bien* ». Sacré décalage, qui explique la crainte de contamination, entre jeunes étudiants et jeunes ouvriers, pas encore formatés dans le moule de la soumission. Cette jeunesse, elle veut vivre, pas se faire avoir par la consommation, alors elle est dangereuse... Ce sont dans les boîtes où les jeunes ouvriers se sont politisés au contact des étudiants que les débats ont été les plus ouverts et la contestation la plus ferme.

Par exemple, le 24 mai, environ 20 000 personnes défilent à Paris de la place Balard à la gare d'Austerlitz. Le cortège est détourné vers la porte de Choisy, afin de rendre impossible toute jonction avec les cortèges en formation de l'UNEF, le syndicat étudiant. Les organisateurs ont toutes les peines du monde à lancer leurs slogans : "Abrogez les ordonnances !" (les ordonnances sur la Sécu de 1967) et "Augmentez nos salaires !". Les mots d'ordre des jeunes de Renault et de Citroën passent mieux : "Le pouvoir est dans la rue !" "Le pouvoir, c'est nous !"

De leur côté, les étudiants ne restent pas inactifs contre cette politique de cloisonnement. Ils opèrent en mai 68 une rupture avec la place sociale qui leur est dévolue par le système capitaliste. Ils cessent d'agir comme étudiants, et ils assument un rôle de révélateurs d'une crise d'ensemble. Les étudiants vont vers les usines, ils se mettent au service des ouvriers, et cela suscite parfois un déplacement inverse des ouvriers vers les facultés. L'université fonctionne dans certains cas comme base arrière : ainsi les membres du comité d'action de Cléon se rendent à l'université de Rouen. De même à Clermont-Ferrand, Besançon ou Caen. Les militants CFDT de l'usine Rhône-Poulenc Vitry font leurs réunions dans la faculté parisienne de Censier dès les premiers jours de la grève. Les ouvriers sont attirés par les énormes possibilités matérielles offertes pas les lieux : locaux ouverts à toute heure, machines à ronéotyper, main-d'œuvre constamment disponible pour des liaisons, des travaux d'imprimerie, des débats. Censier offre un espace distinct et alternatif de la vie syndicale dans les usines, où les ouvriers sont confrontés à d'explicables interdictions, réticences, contrôles, surveillances et manœuvres de toutes sortes. À force de rédiger des rapports, de désigner des porte-parole, de fournir une aide matérielle aux grévistes, Censier est devenu un centre de coordination et de liaison ouvrière dont l'efficacité fut parfois réelle.

Mai 68, plus grave qu'une révolte étudiante, plus grave qu'une révolte ouvrière : la rencontre entre les deux

Kristin Ross, Mai 68 et ses vies ultérieures : « *Au cours des années 1960, la France est le pays qui a connu la plus importante « rencontre » entre le refus intellectuel de l'idéologie dominante et la révolte des travailleurs. L'extension rapide de la grève générale a dépassé tous les cadres d'analyse. En France, trois fois plus de*

travailleurs se sont mis en grève que pendant le Front populaire en 1936, et ce, dans un laps de temps exceptionnellement court. »

Toutes les branches d'industrie sont touchées. La grève s'est étendue au-delà des centres traditionnels de production industrielle. Les transports (trains, avions, bus, métro) restent au dépôt. Poste, enseignement, le raz-de-marée touche tous les secteurs. Comme une traînée de poudre, la grève passe des dockers aux mineurs, des ouvriers agricoles à ceux du bâtiment et aux banques, des mairies aux grands magasins, pour gagner les travailleurs du secteur tertiaire (services, communications, culture) - autrement dit, l'ensemble de la sphère de reproduction sociale. Aucun secteur professionnel, aucune catégorie de travailleurs n'ont été épargnés ; il n'y a pas de région, de ville ou de village de France qui ait échappé à la grève générale... C'est bien parce que l'ampleur particulière de cet événement a surpassé les attentes et le contrôle des plus vigilants de ses protagonistes, que la bourgeoisie et ses valets se sont acharnés, dans les décennies suivantes, à en masquer le contenu subversif et révolutionnaire.

3. Grenelle : l'aboutissement ?

Vendredi 24 mai : la grève dure et se répand depuis dix jours. A 20 heures, le Général De Gaulle intervient à la télé. C'est son premier discours depuis le début du mouvement. Il ressort sa vieille idée de participation devant faire l'unité entre le travail et le capital. C'est un flop. Le flot de grèves continuera à grossir.

Le samedi 25 au matin, les représentants du patronat et des syndicats se rendent au Ministère des Affaires Sociales, rue de Grenelle, convoqués par le Premier ministre. L'initiative, en effet, revient à Pompidou. Son idée est des plus classiques : il faut donner aux dirigeants syndicaux de quoi organiser la reprise du travail. Car Pompidou a parfaitement conscience, contrairement à beaucoup d'ouvriers à l'époque, que les dirigeants politiques et syndicaux sont prêts à monnayer le mouvement pour quelques réformes (et même pour des promesses de réformes), l'essentiel pour eux étant de garder leur influence et le contrôle du mouvement.

Dimanche 26 mai, les discussions piétinent. Pompidou, Georges Séguéy, et Paul Huvelin⁶, le représentant du patronat, se retirent pendant trois heures. Ils reviennent avec un « constat », qui ne sera jamais signé. « Grenelle » est devenu un nom commun désignant une vaste négociation. Ce fut, en vérité, un tête-à-tête. La « négociation » signifiant que la bourgeoisie avait besoin des syndicats pour rétablir l'ordre...

Les résultats sont maigres. Le SMIG horaire passe de 2,22 à 3 francs, mais cela ne concerne pas la grande industrie, fer de lance de la grève, car les minima y sont plus élevés.

Le gouvernement s'engage aussi, à la demande de la CFDT, à faire voter une loi sur le droit syndical dans l'entreprise. Pour le reste, il est fait 18 fois référence à des négociations ultérieures, sans autre précision. En bref, un peu de fric pour certains travailleurs, et des droits nouveaux pour les syndicats.

Un point particulier concerne la CGT (d'après Pudal et Retière, dans Mai-juin 68)⁷. La confédération est victime de discrimination dans la distribution des ressources que l'État verse aux syndicats. Georges Pompidou prend en aparté l'engagement de mettre fin à ce contentieux. Il est difficile de mesurer le poids de cet acquis spécifique dans l'impression de satisfaction affichée par les dirigeants CGT à la sortie de Grenelle.

Le lundi 27 au matin, la CGT organise un show radiophonique à l'île Seguin, au centre des usines Renault à Boulogne-Billancourt. Depuis 7 heures, 10 000 ouvriers attendent. A l'insu des journalistes qui ne sont pas encore arrivés, l'essentiel se joue. Sur un rapport du représentant CGT de l'intersyndicale de l'usine, Aimé Halbeher, la poursuite de la grève est décidée. Les leaders syndicaux peuvent s'exprimer. Frachon, de la CGT, rappelle 36 et s'écrit :

Benoit Frachon, dirigeant CGT : « *Les accords de la rue de Grenelle vont apporter à des millions de travailleurs un bien-être qu'ils n'auraient jamais espéré* ».

Jeanson, de la CFDT, se félicite du vote initial en faveur de la poursuite de la grève et évoque la solidarité des ouvriers avec les étudiants et les lycéens en lutte. On l'applaudit.

Arrive alors Georges Séguéy. Il se livre à ce qu'il présente comme « un compte-rendu objectif » de ce qui a été « acquis à Grenelle ». Au début, on entend des sifflets. Puis des « Ne signez pas » auxquels Séguéy répond « Il

⁶ Paul Huvelin a été président du CNPF, conseil national du patronat français, de 1966 à 1972.

⁷ Voir la liste « Livres cités » ci-dessous

ne serait être question que nous signions, que l'on se substitue aux travailleurs ». A la fin du meeting, une véritable huée met plusieurs minutes à se calmer. Séguy conclut : « *Si j'en juge par ce que j'entends, vous ne vous laisserez pas faire* ».

On l'applaudit, et les militants PCF entonnent « Gouvernement populaire ! Gouvernement populaire ! »

Connaissant l'appareil CGT, on peut dire qu'ils avaient prévu toute éventualité. Si le peu présenté par Séguy passait, c'était bon et la CGT pouvait en tirer gloire. Si ça ne passait pas, la CGT avait fait voter la continuation, et restait dans la lutte. De toutes façons, l'appareil retombait quand même sur ses pattes. Et c'est ce qui s'est passé. La CGT a pu affirmer qu'elle n'avait fait que respecter la volonté des travailleurs. Chez Citroën quai de Javel, le numéro 2 de la CGT, Krasucki, s'est fait huer en proposant imprudemment la reprise. Dès le lendemain et toute la semaine, de nombreux délégués CGT appelaient à la reprise dans toute la France ! Autre précaution, qui est devenue aujourd'hui pratiquement une tradition : négocier mais ne pas signer formellement un accord ; par contre, utiliser à fond son contenu...

Enfin, classique aussi : l'appel à continuer la lutte branche par branche, et entreprise par entreprise. Ça veut dire quoi, si ce n'est travailler à affaiblir le mouvement en le dispersant ?

Dans son livre, « Le mai de la CGT », Georges Séguy s'appuie sur le mélange d'applaudissements et de huées pour défendre la version officielle de la direction CGT.

G. Séguy, Le mai de la CGT : « *Tout se déroule comme je l'avais imaginé. Chaque point positif annoncé est salué par une salve d'applaudissements. Chaque refus ou insuffisance soulève une tempête de protestations et de sifflets... Une vibrante Internationale clôture ce meeting enthousiaste.* »

Mais pour beaucoup de travailleurs, le souvenir qui reste de Grenelle et des appels à la reprise qui ont suivi, c'est celui d'une immense trahison des syndicats ! Même si le mot de trahison n'est pas tout-à-fait juste, car, pour trahir, il faut avoir été fidèle ! Mais, le mot reflète bien le sentiment de lâchage vécu par les grévistes : un plat de lentilles contre la fin de la grève générale et les syndicats prêts à marcher dans la combine...

Entre responsables de la bourgeoisie au plus haut niveau, on ne fait pas dans la langue de bois. Edouard Balladur, alors conseiller de Georges Pompidou, lui téléphone en début d'après-midi. « Ça n'a pas marché », lui dit-il simplement. Pompidou, toujours lucide sur les syndicats, conseille le calme et l'attentisme. L'amorce de la reprise du travail n'est pas passée aujourd'hui, elle sera à l'ordre du jour bientôt...

Daniel Bénard, Alstom St Ouen : « *Ce matin-là, 27 mai, vers 11 heures, on entreprend d'aller vers la cantine. On tombe sur la bande PC/CGT, et tous font une tête pas possible. On les regarde étonnés. Et un gars de la CGT un peu correct (il y en avait deux ou trois) nous explique avec des trémolos dans la voix que Séguy s'est fait huer à Billancourt. Ça n'a pas raté : « C'est bien fait pour votre gueule ». Et on est allés casser la croûte. C'était le lendemain de Grenelle. Séguy était allé à Billancourt, et Krasucki à Citroën, pour présenter le résultat de leurs tractations avec le patronat. Les deux s'étaient faits huer et siffler. On a su ensuite que la CGT avait fait voter la grève avant que Séguy n'arrive à Billancourt. Donc, ils avaient prévu le coup, et une solution de repli. Mais à Citroën, ils n'avaient rien fait voter avant, et c'est bel et bien la CGT et Krasucki qui étaient sifflés. Krasucki s'est immédiatement repris en affirmant au micro : « Ça c'est ce qu'ils proposent, mais la CGT n'a rien signé ». Peut-être pas ; toujours est-il que dans les boîtes, c'est bien Séguy et Krasucki qui sont apparus comme s'étant faits huer à Billancourt et à Citroën.* »

Xavier Vigna, L'insubordination ouvrière dans les années 68 : « *Le refus de Billancourt, qui déçoit sans doute les dirigeants de la CGT, devient le symbole de la ténacité ouvrière.* »

Nicolas Rivière, Mai 68 ou 120 ans après : « *Revenons au 27 mai. La réaction immédiate des ouvriers est la stupéfaction et un embarras terrible. L'idée qui prédomine dans la masse, c'est qu'il va bien falloir terminer la traversée sur ce rafirot pourri. Dans cet embarras extrême s'élabore un compromis boiteux, comme on en a souvent vu dans des circonstances analogues. On pousse sur la gauche les réformistes en durcissant la grève, tout en restant dans la problématique réformiste « on lutte pour nos revendications ». On bouscule les réformistes en prolongeant une grève dont ils ne souhaitent qu'une chose, qu'elle se termine vite. Mais on les bouscule dans des termes dont ils peuvent encore se réclamer.* »

Après Grenelle, la lutte change de nature. Elle se durcit et se déplace en partie sur le terrain politique, posant la question d'un changement de régime (et de société pour certains !). En fait, le gouvernement a marqué un point essentiel : faire jouer aux syndicats le rôle d'encadrement du mouvement, le limiter à un cadre

revendicatif acceptable. Au niveau politique, chacun va jouer alors sa partition, et c'est de nouveau le régime gaulliste qui en sortira vainqueur. Mais malgré ces lâchages et ces perspectives assombries, le mouvement ouvrier a su trouver la force et les moyens de continuer sa lutte et de la mener encore plus loin.

4. Charléty et le pouvoir à la base

Alors que les AG, suite à Grenelle, relancent le mouvement, le soir même du 27 mai a eu lieu à Paris le fameux meeting de Charléty. Fameux surtout pour les illusions qu'il a créées. La première illusion était d'ailleurs de considérer que « tout était possible », le pouvoir vacant et à ramasser à la petite cuillère.

Une bonne partie de la gauche non-PCF s'est retrouvée au stade Charléty. Les politiciens réformistes, pour essayer de récupérer le mouvement. Une partie de l'extrême-gauche, pour s'offrir un frisson unitaire, et essayer de dégager des perspectives communes.

Daniel Bénard, Alstom Saint-Ouen : *« Ce sont les syndicalistes qui se succèdent à la tribune et exposent leurs vues sur la révolution, la CGT, le "double pouvoir"... sans engager beaucoup plus que leur responsabilité individuelle, ni avancer de perspectives palpables. Le rassemblement de Charléty ne constitue finalement qu'un échange, où l'on fait état de bonnes intentions révolutionnaires sans prendre aucune décision concrète, et une vraie tentative de récupération et de mise en orbite d'une solution politicienne alternative au PCF, tentant de trouver une légitimité auprès du mouvement. »*

Tentative avortée d'ailleurs. Les politiciens comme Mendès-France ont la sagesse de juste se montrer sans rien dire. Mitterrand, en concurrence avec Mendès-France pour un hypothétique ramassage du pouvoir, a l'habileté... de ne pas y aller.

Daniel Bénard, Alstom Saint-Ouen : *« On est reparti de Charléty pas plus avancés que quand on y était arrivés, aucune perspective, aucune lucidité, rien. »*

La grande idée fédératrice de Charléty, reprise par le PSU, la CFDT et des groupes trotskistes, c'était l'autogestion. Elle mérite qu'on s'y arrête.

Hispano-Suiza, Ouvriers contre les appareils : *« Au départ, il y a la CFDT, qui a bien saisi les revendications qualitatives et le besoin des gars de ne plus travailler comme des abrutis. Ce n'était d'ailleurs pas uniquement un mot d'ordre ouvrier. Beaucoup des ingénieurs et cadres souhaitaient élargir le champ de leur responsabilité ; ils mettaient en cause la structure pyramidale de commandement. »*

En défendant cette aspiration au point d'en faire l'ossature d'un projet de société, la CFDT s'opposait clairement à la CGT qui, elle, défendait le système de la hiérarchie.

Journal CGT Le Métallo : *"La hiérarchie est une réalité objective contre laquelle il est dangereux et démagogique de s'élever".*

La CFDT offrait une perspective politique à ces couches intermédiaires, tout en paraissant les inscrire dans un projet socialiste ouvrier.

De même pour le PSU. Avec son mot d'ordre de « pouvoir ouvrier, pouvoir paysan, pouvoir étudiant », il se voulait une alternative au PCF. Comme si, chacun défendant ses intérêts à sa sauce, cela faisait un projet global de société...

Daniel Bénard, Alstom Saint-Ouen : *« Mis en pratique, le concept d'autogestion, qui signifie littéralement exploitation des exploités par eux-mêmes, a consisté surtout à assurer, par les ouvriers eux-mêmes, des productions indispensables, ou à maintenir en état l'outil de production. L'expérience la plus élaborée a été mise en œuvre par la CFDT de Thomson à Brest. Elle réclame la création de commissions ouvrières. Elle en met une en place, composée de membres de la direction et de 12 salariés. Ils rédigent des rapports sur : l'information du personnel, sa participation à la gestion de l'entreprise, les conditions de travail, etc. Certains grévistes pensent un moment à remettre l'usine en marche. Le projet échoue car les circuits financiers sont bloqués et, surtout, l'armée (le plus gros client) n'accepterait jamais. »*

En fait, si on appelle les choses par leur nom, c'est de cogestion avec le patron dont il s'agit !

Après 68, la CFDT donnera à l'autogestion une orientation plus de démocratie syndicale : ce sera l'autogestion des luttes, et le dialogue à la base.

En résumé, ce n'est pas Charléty qui a clarifié les perspectives de réponse politique ouvrière.

La CGT, quant à elle, va démontrer sa conception du débouché politique par les grandes manifestations organisées le 29 mai. La FGDS (Fédération de la Gauche démocratique et sociale, ancêtre du PS) se lance dans des discussions tous azimuts. Plusieurs organisations d'extrême-gauche se retrouvent les jours suivants, sans parvenir à se rassembler dans un « grand parti révolutionnaire », ni à dégager des orientations claires.

5. Les manifs du 29

Après Grenelle, et après Charléty, la situation prend une tournure nettement politique. De Gaulle et son gouvernement semble dépassés, débordés. A gauche, ça grenouille dur, mais dans la confusion.

Le mardi 28, François Mitterrand tient une conférence de presse. Considérant qu'il y a vacance du pouvoir, il annonce sa candidature à la présidence de la République. Une rencontre a lieu entre le PCF et la FGDS. Dans l'après-midi, le secrétaire du PCF, Waldeck Rochet, propose un « gouvernement populaire et d'union démocratique à participation communiste ». La précision est claire : Le PCF sait qu'il ne peut pas gouverner seul, mais les autres composantes de la gauche doivent garder à l'esprit qu'elles ne feront rien sans lui.

Le lendemain, Pierre Mendès France se déclarera prêt à former un « gouvernement de gestion » ; la CFDT lui apportera son soutien.

Voilà la toile de fond, et voilà le contexte politique des manifestations du 29.

Ce 29 mai à 11h15, De Gaulle quitte discrètement l'Élysée. Officiellement il se rend à Colombey-les-deux-Eglises. Il n'y arrivera qu'à 18 h 30. Il est passé par Baden-Baden pour s'assurer de la fidélité de l'armée. Il rencontre le général Massu, qui dirige les troupes françaises là-bas.

La CGT a organisé des manifestations dans toutes les grandes villes. Elle a rallié la présence de la CFDT, de l'UNEF et des organisations étudiantes. Même les organisations politiques et les organisations d'extrême-gauche sont acceptées dans les cortèges. 600 000 personnes environ défilent dans les rues, dont une bonne moitié à Paris.

Dès lors qu'une lutte aussi importante se déclenche et si l'on souhaite qu'elle soit victorieuse tant sur le plan des revendications sociales que sur le plan politique, cela nécessite une organisation centralisée afin de renforcer l'unité et la conscience politique des grévistes. Mais ce n'était pas le but de la CGT qui a clairement fait l'inverse, visant avant tout à en garder la maîtrise. Concrètement, cela a signifié :

- négociation boîte par boîte, ne pas favoriser la solidarité et la convergence entre les entreprises en lutte,
- faire passer les infos sur les autres grèves seulement par le canal confédéral et hiérarchique,
- ne pas organiser les débats nécessaires pour renforcer l'unité dans la classe ouvrière,
- au final, ne pas du tout impliquer les ouvriers en grève dans l'organisation politique de leur lutte, ce qui aurait signifié la prise en charge collective d'un réseau d'infos entre les boîtes, l'utilisation de la radio et de la TV au service de leur lutte, le contrôle des productions maintenues (hôpitaux, essence ..) et du ravitaillement (nourrir les ouvriers en grève), l'animation de la vie dans l'usine et autour autrement qu'en laissant s'installer l'ennui, l'isolement et rabaisant le niveau du débat (jeux de cartes ou pétanque toute la journée). Donc faire jouer aux ouvriers un rôle d'organisateur de la vie sociale dans et tout autour de leur entreprise.

Alors, on aurait pu dire que la grève aurait été une école de pouvoir ouvrier. Mais c'est au contraire la délégation de responsabilités qui a été le quotidien des grévistes. Le contenu politique du changement voulu était déjà présent dans l'organisation même de la lutte.

L'objectif de la démonstration de force du 29 mai est multiple.

- Aux travailleurs qui font confiance ou qui doutent, le PCF et la CGT offrent un débouché, à la fois temps fort de lutte et expression politique. Après le flop de Grenelle, il faut canaliser la révolte toujours présente, et surtout sa politisation.
- A ceux qui s'identifient à la CFDT, à la FGDS, au PSU ou aux organisations « gauchistes », le message est celui de Waldeck Rochet : il n'y aura pas de « gouvernement populaire sans participation communiste ». Mais autour de nous, d'accord pour vous rassembler...
- Au patronat, on fait comprendre qu'il faudra encore quelques miettes supplémentaires si on veut que le boulot reprenne.

- A la bourgeoisie en général, il est rappelé qui sont les vrais chefs de la classe travailleuse et qu'il faudra composer avec eux, quel que soit le changement politique.
La réponse du pouvoir ne tardera pas, elle arrive le lendemain.

6. Le 30 mai, la contre-offensive

La CGT avait pris l'initiative de manifestations unitaires le 29 et le 30 mai : 60 défilés ont rassemblé plus d'un demi-million de personnes. À Paris, un cortège de 350 000 personnes regroupe étudiants, enseignants et ouvriers. Cette démonstration de force alimente la hantise d'une perte du pouvoir chez certains barons du gaullisme, et leur pression pour en découdre militairement avec les contestataires.

Patrice Chérouff, Dossier B comme barbouzes : « *En 1968, un plan était prêt, qui prévoyait des rafles dans 41 villes et l'internement dans des stades ou des enceintes de fortune de 52 400 personnes, connues pour leurs positions et leurs activités politiques ou syndicales. (...) Les listes avaient été transmises au S.A.C. par la DST afin que les réseaux gaullistes effectuent d'ultimes vérifications. (...) Les listes et les armes sont distribuées le 23 mai. Puis l'opération a été remise par Paris, de 24 h en 24 h, et a été définitivement annulée le 29 mai à 17 h sur un coup de téléphone du PC de Foccart. (...) Le lendemain, je suis allé à Paris avec un groupe [du S.A.C.] pour encadrer la manifestation de soutien à De Gaulle.* »

Le premier ministre de l'époque, Georges Pompidou, ne l'entend pas de la même façon. Il connaît le caractère réformiste du Parti Communiste qui s'est montré un fidèle restaurateur du capitalisme 20 ans plus tôt, entre 1945 et 1947. De Gaulle lui-même disait qu'il n'avait jamais eu à s'en plaindre⁸.

Pompidou a analysé les positions du PCF dès le début du mouvement étudiant. Il sait que l'appareil CGT-PCF contrôle les principaux bastions ouvriers. Il a compris que la stratégie d'union de la Gauche, ce n'est ni l'insurrection, ni même le gouvernement du PC seul. Il est persuadé que la promesse d'élections législatives fera rentrer dans le rang tous les appareils liés aux deux principaux partis de gauche, le PCF et la FGDS.

Pour préparer les deux voies – la voie des urnes et la voie des armes - et pour porter un coup au moral de la masse des étudiants et des travailleurs, De Gaulle va développer plusieurs actions stratégiques le 29 et le 30 mai.

Le 29 mai, il fait son voyage éclair en Allemagne à Baden-Baden. Ce voyage en Allemagne n'a été connu qu'après. Mais à partir du 30 mai, on verra ici et là des chars faire des manœuvres en ville, et leurs photos dans les journaux.

Le 30 mai, à 16 h 30, De Gaulle prononce une allocution à la radio. L'allocution dure 4 minutes et demie. De Gaulle annonce des élections législatives anticipées.

De Gaulle : « *Je ne me retirerai pas* », « *Après les élections, le gouvernement démissionnera* », « *Si cette situation de force se maintient, je devrai, pour maintenir la République, prendre, conformément à la Constitution, d'autres voies que le scrutin immédiat du pays* ».

C'est un texte de combat où la philosophie de la participation et de la collaboration de classe n'est plus de mise. Il annonce l'engagement d'un combat décisif entre démocratie et subversion communiste. Il incite le PCF à s'aplatir encore plus, ce qu'il obtiendra, dans le style « Mais non, on vous assure, on ne veut pas la révolution », et de s'en prendre toujours plus aux gauchistes pour les isoler. Le plus drôle, c'est que la CGT n'a rien compris. Elle interprète l'organisation des élections comme un recul et une concession du pouvoir. Parce que ça l'arrange bien, c'est une façon de conclure l'affaire qui lui convient : tout reste comme avant, et elle prend des forces !

Ouvrier de St Fons (texte local) : « *Ça a été la catastrophe. On était dans la salle télé avec les militants, et on a senti que quelque chose était cassé. Ça a été net, ce discours. On a senti que le vent avait tourné* ».

C'est la contre-offensive... L'État gaulliste ne peut plus se présenter sous la figure mythique d'« unificateur de la nation », comme il l'avait fait avec succès dans le passé. L'heure est venue de montrer la domination directe de la classe bourgeoise. Et, pour cela, il faut unifier toutes les fractions de la bourgeoisie.

En fin stratège, De Gaulle lance la contre-attaque sur le terrain même du mouvement de mai : la rue. La démonstration de force impose que toutes les fractions de la bourgeoisie descendent dans les rues de Paris, se

⁸ Mémoires de guerre, tome 3 (1944-46), p 123-125

fassent voir et entendre. Soustelle qui, le matin, avait écrit un éditorial intitulé "Partez mon Général" sera amnistié avec les autres anciens de l'OAS⁹ quelques jours plus tard. De Gaulle resserre les rangs autour de lui. La manifestation démarre sur les Champs-Élysées une heure après le discours de De Gaulle. Elle compte de 400 000 à 800 000 participants. Lors de ce défilé, des gaullistes comme Chaban-Delmas et Malraux se trouvent côte à côte avec des détachements du groupe d'extrême droite Occident. Des intellectuels comme Raymond Aron manifestent aux côtés du sous-prolétariat issu des guerres coloniales - sociétés secrètes, polices parallèles, mercenaires, casseurs, anciens combattants, et voyous payés et encartés. Les beaux quartiers descendent aussi défendre leurs richesses menacées !

Les slogans scandés ce jour-là sont un clair rappel à l'ordre capitaliste dans sa version réactionnaire : « La France aux Français », « Les ouvriers au boulot », et « Cohn-Bendit à Dachau » !

Dans les rangs ouvriers, l'appel du pouvoir gaulliste à manifester a suscité l'envie de contre-manifester. Mais du côté des dirigeants, ce fut un silence significatif.

Daniel Bénard, Alsthom Saint-Ouen : « *Côté PC-CGT, silence radio. Aucune consigne. Rien. Ce fût encore une fois la preuve donnée à De Gaulle que le PCF ne voulait absolument pas la bagarre, quoi qu'il arrive. On s'est retrouvés, et à ma connaissance ça a été le cas partout, couillonnés comme deux ronds de flan. Les copains, bien sûr étaient prêts à aller contre-manifester. Pas mal de gars du PC aussi d'ailleurs. Mais personne n'a pris l'initiative dans ceux qui pouvaient peut-être la prendre. Surtout les chefs gauchistes étudiants. Et évidemment pas le PCF non plus. On en a été réduits à écouter ce qui se passait à la radio. On était coincés. Ce jour-là, s'il y avait eu contre-manif, ça aurait été la bagarre. Je crois pouvoir affirmer que la banlieue y serait allée. Et pas pour courir devant les charges des CRS, enfin !* »

Des chars sont positionnés aux portes de Paris dans la nuit du 30 mai, histoire de bien préciser qui avait repris les choses en main. Simple manœuvre d'intimidation. Les ouvriers avaient été bien loin d'être rendus conscients de la nature profonde de l'affrontement, mais le pouvoir l'avait, lui, bien compris, et se préparait à reprendre l'offensive.

Bien peu de travail de contestation a été fait auprès de l'armée de conscription, consignée dans les casernes. Pourtant la hiérarchie militaire, prudente, comptera essentiellement sur l'armée de métier.

Extraits de tract distribué au 15e régiment d'infanterie mécanisée (cité dans La France de 68) : « *On te donne un fusil, prends-le. Nous faisons nôtre ce mot d'ordre parce que nous pensons qu'une société authentiquement démocratique n'a pas besoin de corps spéciaux armés.*

Les rapports hiérarchiques et les pressions ultra-autoritaires auxquels sont soumis les appelés perpétuent les méthodes actuelles d'enseignement et de tous les interdits contre lesquels la jeunesse commence à lutter. Ils sont en même temps la garantie de la séparation entre décisions et exécutions dans une société où la gestion de la production sociale est le privilège de quelques-uns.

Plus loin : *Les soldats du contingent ne tireront jamais sur les ouvriers.*

Et en conclusion : *Vive la solidarité des travailleurs, soldats, étudiants et lycéens. Vive la démocratie ouvrière. Vive la joie, l'amour et le travail créateur ! Le 22 mai 1968.* »

Mais, le 30 mai, le coup psychologique recherché par De Gaulle est gagné. Les partis de gauche entérinent aussitôt la sortie de crise tentée par De Gaulle et Pompidou. Ils s'adaptent en quelques heures à la nouvelle situation politique. Ils commencent à préparer les élections législatives et ils appellent à la modération. On peut dire qu'ils se couchent devant l'offensive du pouvoir, et que la FGDS renonce explicitement à ses espoirs un moment caressés de prise de l'appareil d'État perçu comme vacant.

La contre-offensive viendra de la droite, mais aussi de la gauche...

A droite, la machine de guerre anti-sociale se met en place. Le 31 mai, Raymond Marcellin est nommé ministre de l'Intérieur. Ce n'est ni un inconnu, ni un apprenti. Il a démontré son efficacité en mettant fin aux grèves des années 1947-1948, alors qu'il assumait les fonctions de sous-secrétaire d'État. C'est à ce spécialiste avéré du nettoyage qu'il incombera d'exécuter l'ordre de De Gaulle :

Marcellin, ministre de l'intérieur : « *Il ne doit plus rien se passer nulle part, ni dans la rue, ni dans les bâtiments publics* ».

⁹ Organisation Armée Secrète, organisation clandestine et terroriste, créée en 1961 pour la défense de la présence française en Algérie.

Pendant les cinq premiers jours de juin, les interventions de la police sont innombrables et touchent toutes les grandes villes de France. Sont visés en priorité : les centres de chèques postaux, les recettes principales des PTT, les dépôts d'essence, les relais de l'ORTF, etc. La portée réelle de ces interventions est plus psychologique qu'économique.

Dès le 6 juin, le Ministère de l'Intérieur a établi une liste de militants d'extrême gauche, en fonction des organisations auxquelles chacun appartient. Le péril gauchiste met fin aux dernières divisions de la bourgeoisie concernant l'Algérie. Marcellin vide les prisons des militants d'extrême-droite liés à l'OAS, pour les remplir de prisonniers politiques d'extrême-gauche. Le 15 juin 1968, seulement quelques jours après que plusieurs organisations d'extrême-gauche aient été déclarées illégales, une cinquantaine de membres de l'OAS, condamnés pour assassinat, sont amnistiés, autorisés à rentrer en France, ou libérés de prison. Marcellin appelle à la formation de groupes d'action civique, dirigés par les barbouzes et des anciens de l'OAS. Les manifestations de rue seront interdites pendant dix-huit mois. Tous les étrangers politiquement « non neutres » sont immédiatement extradés. Et toute projection de films concernant les luttes de 68, soumise à la censure...

Marcellin résumera ainsi sa compréhension du rôle de la politique :

Marcellin, conférence de presse, novembre 1971 : *« Trop longtemps, on a pensé que résoudre les problèmes économiques et sociaux réglait tout. Ceci n'est pas exact. Dans les périodes de troubles, de contestation où même les institutions les plus anciennes hésitent et ne jouent plus leur rôle, l'État seul sert de rempart à la population contre les conséquences du désordre des esprits. »*

On peut mesurer les effets de la philosophie de Marcellin sur le renforcement de l'État en quelques chiffres : à la fin de son règne, en 1974, 42 000 nouveaux policiers avaient rejoint les forces de l'ordre, soit une augmentation de 50 % des effectifs en six ans.

Politiquement, l'État a su résoudre la crise à son avantage, s'appuyer sur les réformistes, et isoler les révolutionnaires. Mais idéologiquement, l'emprise du capitalisme dans les têtes a beaucoup perdu. Et il faudra plus de 10 ans, et la gauche au pouvoir, pour réhabiliter l'entreprise et le profit.

RÉSUMONS

Pour la pensée unique, c'est-à-dire bourgeoise, mai 68 fut un moment de folie « libertaire », d'abord étudiant. Pour l'opposition de gauche, et d'extrême-gauche, ce fut une belle, une grande grève générale. Pour nous, ce fut avant tout un puissant mouvement de révolte, ouvrier au sens large – ouvriers et employés -, et un bref moment de crise révolutionnaire, dans lequel les réformistes ont joué le rôle-clé de défense du capitalisme.

« Crise révolutionnaire » ne signifie pas qu'une révolution prolétarienne victorieuse était possible. Il faut, pour vaincre, être conscient et organisé. On peut constater une panne du moteur sans savoir le réparer !

La conscience et l'organisation peuvent progresser très vite quand l'histoire s'accélère. Mais pour progresser, il faut d'abord exister.

Deuxième partie

Juin. Les choses sérieuses commencent !

7. Début juin, retour à la normale ?

Début juin, la France est toujours paralysée, mais la situation de la grève est radicalement différente de ce qu'elle était en mai. On pourrait dire que les choses sérieuses commencent !

Du côté ouvrier, Grenelle a été clairement rejeté pour insuffisance et on veut poursuivre le mouvement pour obtenir davantage. Mais le gouvernement travaille à casser et diviser le mouvement.

Delale et Ragache, La France de 68 : *« Les interventions de la police sont innombrables et touchent toutes les grandes villes de France. Sont visés en priorité : les centres de chèques postaux, les recettes principales, les dépôts d'essence, les relais de l'ORTF, etc. Les syndicats ont donné des consignes de modération : empêcher les*

jaunes de reprendre le travail, mais ne pas s'opposer aux interventions de la police. Il y a pourtant des incidents à Dijon, à Nancy, à Metz, à Nantes et à Rennes. »

Le but pour le gouvernement est surtout politique : reprendre la situation en main, y compris pour permettre aux élections de se dérouler. Il ne vise pas encore la reprise de l'économie réelle, il veut frapper les esprits, donner le sentiment qu'il n'y a plus de pénurie d'essence, que le mouvement est à la reprise partout, que le "chaos" se termine... Il tente aussi de reprendre le contrôle total de l'information. Le gouvernement montre ainsi qu'il a une bien meilleure idée du rôle de l'Etat comme quartier général de la bourgeoisie que la plupart des ouvriers qui sont en lutte contre lui.

Quant aux négociations, elles se déroulent branche par branche, au siège des grands ministères, comme l'a prévu Grenelle. Les grévistes sont ainsi complètement dépossédés du débouché de leur lutte. La négociation est l'affaire des directions syndicales, eux n'ont qu'à jouer aux cartes. Ça se faisait comme ça depuis tellement longtemps !

Daniel Bénard, Alsthom Saint-Ouen : *« Massivement et partout, les ouvriers étaient plutôt pour la grève ; mais dans l'immense majorité des entreprises, le processus de mûrissement des consciences pour passer à une véritable attaque réfléchie du système patronal ne s'était pas fait et n'en était qu'à ses tout débuts. »*

Dans l'industrie, la grève dure. Les ouvriers, bien qu'ils sentent que la CGT souhaite ardemment la reprise, s'arc-boutent et résistent. Même les non-grévistes se font discrets.

Daniel Bénard, Alsthom Saint-Ouen : *« Personne ne travaillait à l'usine bien sûr, mais tous les salariés n'étaient pas grévistes. Parmi les ouvriers, à aucun moment, il n'y a eu de pression pour la reprise. Par contre, du côté des cadres et de la chefferie, il y a eu des tentatives. Vers le 10 juin, ces Messieurs ont commencé à se réunir devant la Bourse du Travail. Sachant cela, j'y suis allé un matin avec un gars de la chaudronnerie. Là, il y avait une centaine de guignols, et deux ou trois gars du 2ème collège de la CGT (le 2e collège, c'est les ingénieurs, techniciens et cadres) qui essayaient démocratiquement de les convaincre de ne rien faire contre la grève. Ils se débrouillaient comme des manches à essayer d'être démocrates compréhensifs alors que les autres scandaient « un vote, un vote ! » J'ai alors pris la parole. Ce petit monde ne me connaissait pas, et je ne les connaissais pas non plus. Ils m'ont écouté. Je me souviens bien de ce que j'ai raconté :*

« Vous voulez un vote ? »

« Oui » « Oui » dans l'assistance.

« Mais nous les ouvriers, on a déjà voté. On n'est pas des girouettes et on ne va pas remettre ça. Ce que vous voulez, c'est que la grève s'arrête. Alors moi qui suis un ouvrier de l'atelier, je vous le dis en clair. A longueur d'année, vous avez tout le loisir de travailler, et nous, nous travaillons à l'atelier. Alors maintenant qu'on a décidé la grève, personne ne travaille. Et s'il y en a qui veulent jouer les héros à vouloir briser la grève, c'est simple, on les dégagera à coups de pompes. »

Et j'ai arrêté là. Ils étaient tellement soufflés qu'ils n'ont même pas eu le réflexe de gueuler. Les stals ne savaient plus où se mettre. Le copain qui était avec moi m'a fait signe pour qu'on dégage (c'est vrai que c'était un peu risqué). Et on en est resté là. On n'a plus entendu parler des non-grévistes. »

Malgré tout, la tactique d'émiettement du gouvernement et de la CGT porte ses fruits.

Kristin Ross, Mai 68 et ses vies ultérieures : *« Il semble juste d'affirmer, aujourd'hui, que la menace militaire du gouvernement s'adressait moins aux étudiants dans les rues qu'elle n'était destinée à imposer un scénario de crise dans lequel les différentes organisations syndicales, à commencer par la CGT, pourraient regagner le pouvoir dont elles avaient besoin pour amener ou contraindre les ouvriers à une rapide reconnaissance des « accords de Grenelle » ; négociés à la hâte, ces arrangements avaient été rejetés par les ouvriers de Billancourt, mais aussi de Citroën, Sud-Aviation, Rhodiaceta et d'autres. C'était d'ailleurs à l'époque le point de vue adopté par un groupe d'écrivains et d'ouvriers actifs dans le mouvement : « De Gaulle incite à la violence, [...] nous n'entrerons pas dans son jeu, [...] la grève doit continuer. » Un ouvrier de Renault renchérit : « Chaos et révolution, il [de Gaulle] est le seul à parler de cette façon ; nous n'utilisons pas ces mots. » C'est aussi l'analyse réaffirmée avec force par une ouvrière lorsque, des années plus tard, elle répète, lors d'un débat autour de Mai 68 : « Le problème n'était pas de faire la révolution, mais que la CGT ne brade pas la grève, or (se tournant vers un député PCF), vous avez fait le tour, dépôt par dépôt, usine par usine pour dire que les autres avaient repris, pour leur dire que c'était fini [...]. »*

« C'est une victoire, vous ne comprenez pas ? » dit le dirigeant syndical à l'ouvrière de Wonder Saint-Ouen qui ne veut pas rentrer...

Zancarini-Fournel, 1968, une histoire collective : « *Partout dans la presse et à la télévision, l'insistance à parler de la reprise du travail faite ou à venir tend à donner l'impression aux grévistes qu'ils sont les derniers à ne pas travailler. On peut parler ici de mise en scène de la reprise par anticipation.* »

Xavier Vigna, L'insubordination ouvrière : « *Ces reprises du travail sont confortées par les déclarations des grandes centrales syndicales. Le 4 juin, la CFDT déclare souhaiter le succès des candidats de la gauche non communiste défendant des positions conformes aux aspirations populaires qui se sont manifestées au cours de l'imposant mouvement de mai 1968. Evoquer le mouvement de mai 1968 revient à déclarer sa fin ; il s'agit dès lors d'aller aux élections. Cette position est partagée par la CGT qui appuie de tout son poids les reprises du travail. Le 5, son bureau confédéral déclare que « partout où les revendications essentielles ont été satisfaites, l'intérêt des salariés est de se prononcer en masse pour la reprise du travail dans l'unité ». L'encouragement frise la consigne.* »

L'exemple de la SNCF est assez clair sur la volonté des syndicats d'accorder au gouvernement ce qu'il attend d'eux :

- Le 1er juin, la gare de Lyon, à Paris, et celles de Strasbourg, Colmar et Mulhouse, dans l'Est, sont dégagées par la police. Quelques trains s'ébranlent mais les dépôts tiennent bon et refusent de livrer les wagons et les motrices.
- Le 3 au matin, les grévistes réoccupent pacifiquement les gares. Les jaunes démoralisés ont préféré rentrer chez eux. Le gouvernement propose 1200 millions, les grévistes en veulent 1400 ! De Gaulle déclare le 3 juin au soir : « *Il faut conclure, faire un dernier effort, à condition que les organisations syndicales ordonnent la reprise du travail* ».
- Delale et Ragache, La France de 68 : « *Ce sera donc 1400 millions. Mais le vote de reprise organisé le 4 juin dépôt par dépôt, gare par gare, donne une réponse massivement négative !*
Le 5 juin, nouvel arbitrage ministériel : la totalité des heures chômées seront considérées comme immédiatement rattrapées. Mais cette ultime fleur s'assortit d'un chantage : si le travail ne reprend pas dès le lendemain, l'arrangement est supprimé. Les nouvelles consultations organisées donnent des résultats divers. Dans l'Ouest et le Sud, la poursuite du mouvement l'emporte, ailleurs non. Les organisations syndicales publient alors un communiqué conjoint qui leur permet de céder au chantage du ministre tout en maintenant l'illusion de la démocratie syndicale : faisant état d'une légère majorité pour la reprise (alors que tous les résultats ne sont pas encore connus !), elles appellent à une reprise globale.
Le 6 juin au matin, les délégués syndicaux ont pour tâche de liquider la grève à tout prix. On procède à un nouveau vote auprès des obstinés. Et, quand il est, malgré les pressions, une fois de plus négatif (c'est le cas à Nantes et Montpellier), les syndicats locaux décident quand même la reprise, au nom de la "discipline ouvrière". Cette technique est utilisée dans d'autres branches, et elle a pour résultat d'écoeurer les grévistes les plus engagés dans l'action. Ces derniers, dans bien des endroits, déchirent publiquement leurs cartes syndicales.
A la RATP, on verra des chauffeurs monter dans leur véhicule en pleurant, après 14 h de pression syndicale continue pour faire plier les irréductibles à la "loi de la majorité". »

- Tract CGT du 13 juin :

A ce stade de l'analyse, deux alternatives se posent à nous :

- l'aventure, et toutes ses conséquences, ou alors
- la reprise du travail, dans l'unité en conservant les avantages imposés par la lutte et nos forces intactes pour demain afin de franchir une nouvelle étape.

Les pressions sont multiples : informations sur les reprises et rien sur les poursuites, appel au principe de la liberté du travail, attentats contre des piquets de grèves, reprise d'occupation par des jaunes...). Elles font basculer les hésitants du côté du retour à la normale. Pourtant la détermination des grévistes reste entière, impressionnante dans un tel contexte.

Les délégués syndicaux de l'usine Leclanché à Angoulême, dont la direction refuse de rien céder, déclarent le 15 juin :

Délégués syndicaux de Leclanché : « *Nous ne nous battons pas pour de l'argent, mais pour la justice et la liberté. Aujourd'hui, c'est le cri de la colère. Demain, ce sera le cri de la haine* ».

La solidarité ouvrière se renforce. Mais il y a peu de regroupements régionaux et d'échanges d'expérience. Les négociations centrales sont prises en charge par les syndicats et échappent aux grévistes. Ils résistent âprement, mais sans tenir les clefs d'une issue favorable. Et aucun groupe d'extrême-gauche n'a fait cette centralisation et synthèse indispensable...

On ne comprend pas l'ampleur et la virulence de la contestation ouvrière dans maintes usines si l'on ne prend pas en considération cette peur souvent légitime : les ouvriers défendent leurs mains, leur corps et leur peau...

Xavier Vigna, L'insubordination ouvrière : « Pour tous notre revendication était claire : nous voulions travailler dans des conditions décentes. Il faut sans cesse que la production augmente. Nous, nous refusons de courir toujours plus vite. Pour le patron, trois métiers en plus, c'est toujours plus de profit. Pour nous, c'est un surcroît de fatigue. Nous étions tous d'accord pour dire que notre santé n'était pas à vendre ».

Un syndicaliste CGT résume la grève par cette formule : « Ce que nous voulons, c'est travailler bien et normalement ».

La direction de la CGT a dû tenir compte de cette fermeté, tout en lui donnant un cadre qui niait sa dimension anti-capitaliste :

Georges Ségué, Le mai de la CGT : « La grève tient en dépit des provocations, des attentats, des mensonges et des manœuvres de diversion et d'intimidation. La fermeté des travailleurs en lutte n'est pas ébranlée. (...) Les travailleurs ont des objectifs revendicatifs précis. Ils y sont attachés. Ils ont la volonté de les atteindre. (...) C'est la nouvelle et éloquente confirmation de notre analyse relative à la nature essentiellement revendicative du mouvement. »

La nature étroitement revendicative du mouvement, la direction de la CGT fera tout pour la préserver de la politisation des militants d'extrême-gauche. Jusqu'à les dénoncer à la police, tout en les accusant officiellement d'être des « alliés précieux du pouvoir et du patronat » !

Xavier Vigna, L'insubordination ouvrière : A compter de 1931, puis de nouveau en 1938, les cadres communistes dénoncent publiquement des militants trotskystes dans des brochures comprenant les identités et les photographies des adversaires. En 1968 et après, ce phénomène gagne pourtant en ampleur. La traque des militants gauchistes et la volonté de les contenir deviennent une constante (et même une obsession) à la CGT.

Rapport du sous-préfet de Montbéliard : « La CGT et le Parti communiste qui, l'an dernier, prenaient encore des intermédiaires pour signaler les maoïstes à la Police ou à la gendarmerie le font maintenant directement. A cet égard, il est certain que la CGT et le PCF, "objectivement" solidaires du gouvernement, sont dans la période actuelle les véritables garants du maintien de l'ordre dans le bassin industriel et non les forces de police. » [10]

Ce qui fait la richesse de mai et juin 68, c'est que, malgré ces pressions convergentes pour retrouver un fonctionnement capitaliste habituel, les verrous ont sauté, et le débat et l'attitude critiques ont surgi dans tous les aspects de la vie sociale.

8. Toute la société...

Kristin Ross, Mai 68... : « Les événements de 1968 furent avant tout un refus massif de la part de milliers, voire de millions, de personnes, de continuer à concevoir le social de manière traditionnelle, c'est-à-dire comme un ensemble de catégories séparées et étroites. Les acteurs anonymes qui composaient les comités de quartier et d'usine, travailleurs, étudiants, paysans et tous les autres se sont retrouvés à questionner le système dans son ensemble, non en fonction de leurs propres intérêts, mais au nom des intérêts de la société dans son ensemble... »

La place assignée à chacun dans la société était bouleversée, remise en cause. Les étudiants cessèrent de fonctionner comme des étudiants, les travailleurs comme des travailleurs et les paysans comme des paysans.

Kristin Ross, Mai 68... : « Ce fut un événement dans la mesure où des milliers, voire des millions, de personnes ont été entraînées beaucoup plus loin que ce que leur éducation, leur situation sociale ou leur vocation initiale leur auraient permis d'espérer... »

Du coup, de nouvelles questions politiques se posent concrètement, inimaginables avant ces échanges entre étudiants, ouvriers et paysans. Osons parler de fertilisation croisée !

Nicolas Rivière, Mai 68 ou 120 ans après : « Quelle inspiration révolutionnaire les travailleurs ont puisé à la Sorbonne ? On peut le résumer d'un mot : c'est l'idée de la "démocratie directe" considérée comme un but en soi, c'est le "pouvoir à la base", c'est les "soviets" ».

La CGT de Renault Billancourt a pu durant tout le conflit empêcher l'accès de l'usine aux étudiants, mais elle n'a pu empêcher que de jeunes ouvriers aillent se frotter, à la Sorbonne ou à l'Odéon, à la petite-bourgeoisie en lutte.

Kristin Ross, Mai 68... : « *Le mouvement de Mai s'est, au fil de son existence, orienté vers une critique de la division sociale du travail...* »

Les ouvriers se sont emparé pour leur compte de la critique fondamentale que les étudiants faisaient au système universitaire : on refuse de devenir les cadres d'une société d'exploitation. Ce qui a germé au fil de la lutte ouvrière, c'est ce refus de rester à la place assignée à l'ouvrier. Que dit d'autre la fameuse ouvrière de chez Wonder : je ne peux plus retourner à la place que j'ai si longtemps occupée. Ce n'est plus possible, j'ai changé, je n'accepte plus ce que j'acceptais avant. Et cela n'a été possible que parce que le cadre dans lequel la classe ouvrière était maintenue s'est fendu de toute part (on revendiquait, mais dans le cadre du système). Ce cadre est devenu un corset insupportable.

Kristin Ross, Mai 68... : « *L'intervention politique quitta sa place, sa place propre, qui était, pour la gauche de l'époque, le Parti communiste ; les questions politiques se traitèrent dans d'autres lieux, avec d'autres interlocuteurs...* »

L'horizon s'est élargi, les murs sont tombés. Tout le monde fait de la politique, c'est-à-dire s'occupe des affaires de tout le monde. Mai-juin 68 a été, dans ce sens, un grand mouvement de politisation. Comme l'a dit le journal Hara-Kiri après : on arrête tout et on réfléchit.

Il faut quand même dès maintenant soulever ce paradoxe que la parole s'est libérée, mais qu'elle ne s'est pas traduite en organisation, en alternative.

Mai 68 est souvent perçu comme le départ du mouvement de libération des femmes. Oui, c'en est une conséquence, parce qu'en ouvrant les têtes et les cœurs, il a bousculé les comportements. Mais cela s'est joué dans les années qui ont suivi. En juin même, la question du statut des ouvrières est rarement posée.

Citons quand même cette affiche apposée dans une fac parisienne, sous l'œil bienveillant de Mao ! : « *Toi qui remets tout en question, les rapports de l'élève au maître, les rapports de l'ouvrier au patron, as-tu pensé à remettre aussi en question les rapports de l'homme à la femme ?* »

En dépit de l'importance de la mobilisation, les ouvrières ne conduisent pas leur grève. Un homme, sans doute de l'Arsenal, dirige la grève et encourage les grévistes à reprendre le travail, malgré qu'elles en aient. Cette division sexuée des pratiques grévistes trouve une légitimation dans les discours masculins. Une déléguée CGT :

Xavier Vigna, L'insubordination ouvrière... : « *Nous veillons à la bonne tenue d'abord. Les hommes occupent la nuit, les femmes pendant la journée. Les très jeunes filles sont prises sous la responsabilité des déléguées. Pas question, même s'il y a un petit flirt qui attend, de leur permettre de sortir. Leurs parents savent qu'elles sont ici, et ils peuvent être tranquilles.*

Une grève menée par des ouvrières suscite fréquemment un discours sur leur sexualité. »

Xavier Vigna, L'insubordination ouvrière... : « *Sur les ouvriers immigrés pèse la même suspicion que sur les ouvrières : celle d'être des briseurs de grève. D'où la fréquence d'un discours militant qui se félicite de la participation des étrangers à la lutte, qui souligne leur action... En région parisienne, un Comité d'action des travailleurs étrangers se crée, de même qu'un Comité de liaison des organisations de travailleurs immigrés en France.*

Chez Citroën, la CGT ne se satisfait pas de vagues améliorations dans l'ordre social et professionnel. Elle conteste l'utilisation par la direction d'interprètes qui serviraient aussi d'agents de surveillance. La précision des revendications prouve qu'elles ont été rédigées avec les ouvriers concernés. Des ouvriers étrangers jouent un rôle actif dans certaines usines. A Renault Billancourt, ils rédigent une plateforme revendicative spécifique. Un second faisceau d'indices est constitué par les listes d'étrangers expulsés en France pour leur participation au mouvement de grève. Entre le 24 mai et le 20 juin 1968, 183 étrangers de 37 nationalités différentes sont expulsés.

A partir des grèves de mai et juin, ils comptent et campent sur la scène gréviste, comme les ouvrières. »

Et puis, compte tenu de la diversité des secteurs en lutte, et malgré le « chacun chez soi et mon usine sera bien gardée », de nombreux échanges et problèmes sociaux sont évoqués qui débouchent sur des questions nouvelles :

- Quelle place sociale pour la paysannerie ?

- La consommation est dénoncée comme intégrée au système.
- Le logement, les transports de même
- L'art au service de qui ?
- La sexualité, et en particulier l'homosexualité, sont débattues publiquement.
- Remise en cause des frontières de la normalité, de la folie et de son traitement.
- L'enseignement, le journalisme, la santé...

Le poids des idées anciennes est soulevé, de nouvelles façons de penser et d'agir sont débattues et certaines sont mises en pratique (mais ne comptez pas le faire pour tout, ça ne marchera pas avec le capitalisme !). C'est bien d'une politisation de masse qu'il s'est agi, dans laquelle la classe ouvrière a été présente, témoin et réceptacle de ces idées, qui allaient changer la donne pour au moins dix ans.

Ceux qui critiquent l'idéalisme de mai-juin 68 tentent de mettre le couvercle sur ce bouillonnement novateur d'idées fécondes.

C'est le capitalisme, sous toutes ses facettes tentaculaires, qui a été remis en cause. Et qui a été défendu par d'autres, par ceux qui ne dénoncent qu'un système de répartition injuste. Mai 68, quel souffle révolutionnaire !

9. Auto organisation dans la grève

L'organisation de la grève se fait d'abord usine par usine. Il faut protéger l'occupation des CRS, des sbires du patron, des jaunes : toutes vont créer des piquets de grève.

La constitution des piquets de grève va tenir compte des capacités de certains à pouvoir l'assumer. Dans certains cas, comme la métallurgie, les vieux travailleurs et les femmes sont les seuls à être autorisés à regagner leur domicile ; ce n'est pas le cas dans le textile ou l'électronique, où ce sont les femmes qui gardent leurs ateliers.

Dans un grand nombre d'usines, ces problèmes quotidiens vont être discutés dans des assemblées générales régulières. Il se crée aussi des comités d'action regroupant les syndiqués et les non syndiqués. Ceux-ci ont souvent la charge d'organiser les actions quotidiennes à entreprendre, la propagande sur la grève, les débats dans l'usine, les contacts à l'extérieur...

Certaines usines vont tenter d'appliquer ce que le PSU et la CFDT défendent depuis toujours : l'autogestion des affaires par les ouvriers eux-mêmes. Cela voudrait refléter la société qu'il souhaite. C'est à Brest que cet exemple semble avoir été le plus élaboré et mis en pratique. Un millier d'hommes et de femmes travaillent à l'usine CSF (électronique). La CFDT y est très majoritaire. Dès le 20 mai 68, l'usine est occupée. La CFDT y organise tout : groupes chargés du ravitaillement, de l'animation, des finances... Des liens sont établis avec les paysans de la région qui aident au ravitaillement. Il se crée des ateliers de débats, on projette des films, on fait venir des militants de l'UNEF pour débattre du mouvement, des enseignants viennent faire une conférence sur l'éducation sexuelle. On dépasse les revendications classiques. La CFDT veut créer des commissions ouvrières. L'une d'elles regroupe des éléments de la direction et des ouvriers. La question à l'ordre du jour est de refaire fonctionner l'usine. On étudie la possibilité d'associer les ouvriers à la gestion de l'entreprise, visant à un véritable partage du pouvoir, que la CFDT a continué à développer sous le terme d'autogestion. De toute façon, le principal client est l'armée : il n'est pas question pour elle de financer une telle expérience ! Si les travailleurs ont montré leur détermination à vouloir prendre en mains tous ces aspects de leur lutte, ils n'ont, en termes de pouvoir, que pu proposer leurs services pour cogérer avec leur patron ! Ce n'est pas la même chose que de s'approprier collectivement les moyens de production. Tous leurs efforts n'ont abouti qu'à une banale collaboration de classe ! Même si cela a tout de même permis à certains travailleurs de prendre conscience de leur capacité à inventer une autre société...

Mais au-delà d'une semaine de grève, la paralysie d'une ville ou d'une région nécessite tout de même de résoudre un certain nombre de problèmes, notamment d'intendance par-delà des murs de l'usine. Il faut penser à organiser la vie autour et dedans pour que la grève dure.

La question du ravitaillement va se poser très vite. Après les sandwiches des premiers jours, les ouvriers vont passer à un autre stade d'organisation : ils vont rouvrir les cantines ou en créer ; des commerçants vont

procurer certains produits, tel ce boulanger qui fournira 200 pains par jour aux grévistes, ou ces paysans qui apportent 12 tonnes de pommes de terre. Parfois les syndicats feront appel à la solidarité d'une autre région.

Les syndicalistes vont dans certaines villes créer un comité central de grève qui sera chargé de coordonner l'action dans la ville ou la région.

A Reims par exemple, le Comité Central de Grève (CCG) veille à l'approvisionnement en viande et en lait. Ce sont des grévistes eux-mêmes qui ramassent du lait, le conditionnent en berlingot et le distribuent (10 000 litres par jour). Le CCG va aussi s'occuper de l'hygiène, et assurer les inhumations.

Cette question de la gestion quotidienne des problèmes a parfois été posée et mise en place comme une volonté de démontrer que les ouvriers peuvent tout à fait organiser eux-mêmes la production. Au début il s'agit d'assurer des productions indispensables. La plupart du temps c'est pour assurer la continuité d'un service pour les vieillards, les malades ou les nouveau-nés. A Fontenay, la pile Triton est laissée en marche pour fournir des radio-isotopes aux hôpitaux. Près de Rouen, l'essence est contrôlée et distribuée par le CCG.

C'est à Nantes que l'autorité du CCG est la plus forte. Il s'installe à l'hôtel de ville et en assure les services principaux (pompes funèbres, ramassage des ordures ménagères, état civil). Il contrôle et distribue le fuel aux commerçants (boulangers, laiteries et aux commerces d'alimentation). Il va jusqu'à délivrer des bons d'essence ! Il organise les consultations gratuites dans les dispensaires, des points de vente alimentaires avec des tarifs préférentiels pour les grévistes. Il pratique la surveillance des prix sur les marchés ! La solidarité des paysans avec les ouvriers est très forte : la conscience politique de leur condition est importante. « Non au régime capitaliste, oui à la révolution complète de la société », tel est le slogan qu'ils affichent régulièrement sur leur banderole dans les manifestations. Toute la ville et la région s'organisent autour de la grève. Tout est repensé en fonction de cette situation. Dès que la CCG appelle à une manifestation, il trouve derrière lui un large soutien (50 000 manifestants le 27 mai). Mais le 3 juin, il rend les clefs de l'hôtel de ville et abandonne toutes ses prérogatives. Mettant fin à l'expérience de ce qu'on a appelé la Commune de Nantes...

Toutefois dans la plupart des usines en grève, les syndicats n'ont pas encouragé toute cette réflexion. Au lieu de discuter des perspectives d'une nouvelle société et de ce que pourrait signifier le pouvoir aux travailleurs, ils ont préféré garder la maîtrise de la discussion, de la négociation... Ils tiennent à garder le contrôle et la direction du mouvement. Ils laisseront beaucoup d'ouvriers s'enfermer dans leur usine, sans grand contact avec le mouvement à l'extérieur.

La CGT a pu toutefois se réclamer de l'expérience de Nantes en la mettant à contribution de leur projet de gestion interclassiste de la société, puisque les salariés ont tous les mêmes intérêts, des cadres aux manœuvres.

Ils prévoient parfois la possibilité d'un soutien de l'usine d'à côté en cas d'attaque des flics. Trois coups de sirène sont prévus. Autrement, on joue à la pétanque, à l'harmonica, aux cartes ou aux dominos. Après Grenelle les rapports seront plus tendus, les ouvriers exprimeront les désaccords avec leurs délégués. Certains durciront leurs positions dans un isolement de plus en plus grand.

Nicolas Rivière, Mai 68 ou 120 ans : « *Symptomatique de l'absence de perspectives, ce tract de la JCR "Il faut aller jusqu'au bout ! Nous occupons les facultés, les administrations, les usines, restons-y". Autrement dit, aller jusqu'au bout, c'est rester là où l'on est. L'idéalisme est particulièrement net dans un mot d'ordre tel que "l'imagination au pouvoir". L'imagination ? Quelle est cette nouvelle classe sociale ?* »

La lutte n'a pas accouché de ces transformations profondes tout de même tant espérées.

10. La question de l'information

Dès que les manifs ont éclaté au Quartier Latin, le problème de l'information s'est posé. Très vite les journalistes protestent contre les entraves que leur imposent les flics. Ils ont très peu de liberté de mouvement. Quelques-uns fondent même un « groupe pour la vérité ». La désinformation est orchestrée quotidiennement par le pouvoir.

Le syndicat des journalistes appelle à ne pas tenir compte des consignes données par les directions. Ils créent dans plusieurs villes des comités de vigilance et des sociétés de rédacteurs pour contrôler la conception des journaux. Et le syndicat du livre CGT, jouissant d'un quasi-monopole, appelle à un arrêt général de travail dans

les imprimeries. La presse quotidienne est la seule autorisée à paraître... Les journaux qui publient des « *titres injurieux pour la classe ouvrière* » sont interdits à la publication par les typographes. Ils vont ainsi refuser la sortie du Parisien libéré qui titrait le 24 mai « Premiers signes de reprise ». Mais aussi, dès le 13 mai, ils vont tenter d'empêcher le tirage du journal d'extrême-gauche Action¹⁰, journal d'agitation très important à ce moment du mouvement.

Les journalistes vont protester contre cette censure syndicale ! Mais, donner la parole aux ouvriers, ce n'est pas ça, l'objectivité qu'ils réclament. Sans doute n'est-ce pas non plus le syndicat du livre CGT qui pourra réellement la garantir, puisqu'il représente principalement le point de vue de ceux qui freinent le mouvement.

La télé (qui s'appelle l'ORTF), comme la radio (France inter), sont totalement contrôlées par le pouvoir gaulliste. Celui-ci nomme le directeur et est majoritaire au Conseil d'administration. Le journal de 20 heures est une tribune pour les ministres. L'enjeu de l'indépendance de cette télé et de cette radio nationales est donc très réel. Dès les premiers jours de mai, l'information sur les manifs et le développement des grèves est systématiquement censurée ou dénaturée. Les journalistes doivent présenter la version du gouvernement ! Le 13 mai, l'ORTF annonce 171 000 manifestants à Paris, alors que toute la presse écrite donne des estimations allant de 500 000 à 1 million de personnes. Le 15 mai, les journalistes constituent un Comité pour l'objectivité. La grève illimitée est votée deux jours plus tard. Les journalistes défendent jusqu'à mi-juin cette volonté d'indépendance et d'objectivité, organisant de grandes manifs, auxquelles des ouvriers et des étudiants participent. Mais cette grève sera un échec. Les licenciements de journalistes seront nombreux.

Aucun de ces journalistes ne cherche à mettre cette télé, symbole de la parole du pouvoir en place, au service des ouvriers et des étudiants, pour leur permettre de venir débattre et informer sur leurs luttes, directement à l'écran. Cela aurait été un grand pas pour combattre « la voix de son maître », et fournir une arme puissante pour l'organisation du mouvement. Une télé pour le peuple, par le peuple ! Non, la télé "libre et indépendante" que les journalistes souhaitaient n'allait pas jusque-là, ils en restaient les maîtres !

L'information se fera donc autrement. D'abord, les murs de toutes les villes se couvrent d'inscriptions, de slogans, de graffitis politiques. C'est un immense « journal mural de mai-juin » auquel on assiste. Chacun se donne le droit d'inscrire ses idées où il veut, de les exprimer comme bon lui semble. Ainsi vont avoir lieu, dans la rue, à la porte des usines, des tas de débats et discussions improvisées où chacun peut intervenir. Parfois, très rarement, ces débats sont organisés par un comité de grève, comme le forum quotidien à l'usine Peugeot Sochaux.

Il faut y ajouter la multitude de publications politiques, journaux d'organisations révolutionnaires, tracts, et affiches. « La cause du peuple »¹¹, « Servir le peuple »¹², etc. L'atelier des Beaux-Arts appelle à « mettre l'art au service des luttes populaires ». Des milliers d'artistes vont produire des affiches souvent très en prise politique avec l'actualité, sur tous les thèmes en jeu.

Anonymat des œuvres, suppression du vedettariat bourgeois, correction mutuelle ; professeurs, et étudiants, professionnels et volontaires travaillant sur un pied d'égalité... : tels sont les quelques principes qui fondent l'organisation de cet atelier, et qui permettent la production de milliers d'affiches. Celles-ci vont rester le symbole des luttes de mai et juin 68. Elles ont surtout alimenté le débat politique pendant le mouvement.

Une autre question à propos de l'information va se poser. Celle qui permet à une lutte, une grève de s'organiser, de croître, d'unifier les combats, de faire progresser les consciences, de repérer les contradictions, d'avoir plus de moyens de les résoudre, de débusquer et d'anticiper les trahisons ou les divisions...

Cette information, c'est le travail d'organisation politique de la lutte. La CGT et le PCF l'ont bien compris. Voilà pourquoi les ouvriers sont cantonnés dans leurs usines, coupés des étudiants, ou de toute source d'information autre que celle de la direction de la centrale syndicale. Les négociations de Grenelle sont reprises boîte par boîte. Les informations sur toutes ces négociations sont verrouillées, et ils en disent ce qu'ils veulent.

Les tentatives pour transmettre une juste information entre les entreprises en lutte, et garantir une parole ouvrière non déformée, seront faites par les militants révolutionnaires.

¹⁰ Journal créé par des militants étudiants début mai 1968 « au service des comités d'action ». Parait du 7 mai 1968 à juin 1969

¹¹ La Cause du Peuple : magazine créé le 1er mai 1968. Devenu l'organe de la Gauche Prolétarienne, elle-même créée en septembre 1968

¹² Servir le Peuple : bimensuel maoïste créé en 1967 par l'UJCml, Union des Jeunes Communistes marxistes-léninistes, elle-même créée en décembre 1966. Ses CVB, comités Vietnam de base, ont contribué à préparer mai 68

Kristin Ross, Mai 68 et ses vies ultérieures : « Comme disait Mao : « Sans enquête, pas de droit à la parole ». Rassembler des nouvelles de la lutte, les mettre par écrit, les restituer sous une forme neuve, les faire circuler, les reproduire, s'en faire le véhicule. Les a priori théoriques devaient être mis de côté, dans l'attente patiente qu'une ligne politique se dégage directement des représentations offertes par les travailleurs de leurs propres conditions, problèmes, aspirations et désirs, de leurs propres voix disparates. Rien en effet ne peut être « spontanément » révolutionnaire : pour comprendre il faut enquêter. »

C'est ainsi que naîtra la revue des *CAHIERS DE MAI*, qui va précieusement accumuler des informations sur les luttes, les conditions de vie réelles des ouvriers, les débats contradictoires existants au sein de la classe ouvrière :

« La pratique des Comités d'Action et de l'enquête donna naissance aux Cahiers de Mai, une revue (...) qui publia trente numéros entre 1968 et 1973 ; cette revue, en particulier après mai 68, a fourni une sorte d'inventaire des idées nouvelles exprimées dans les luttes récentes et, parfois encore en cours, dans les usines et à la campagne ».

Avec la même volonté politique, des cinéastes vont mettre leur compétence technique et leur matériel entre les mains des ouvriers dans les usines et y réaliser avec eux des films sur leurs luttes et leurs aspirations. Travail qui avait déjà commencé en 1967 avec le groupe Medvedkine de Besançon.

Maîtriser l'information pour pouvoir débattre et décider collectivement, tel était l'enjeu pour les travailleurs en lutte. Même en l'absence de parti ouvrier, des premières réponses ont commencées à être données en 68, et elles expliquent en partie l'indépendance qu'a pu avoir la classe ouvrière vis-à-vis de ses directions syndicales.

11. La violence. Peugeot Sochaux

Loin de Grenelle et des élections, la combativité ouvrière n'est pas encore battue.

D'après Delale et Ragache, La France de 68 :

La direction de Peugeot Sochaux, sûre de son fait, avait organisé la reprise du travail pour 6000 OS (sur 28 000 salariés) le lundi 10 juin. Ils étaient chargés de remettre les chaînes en marche. Mais la direction leur fait savoir que les jours de grève seront récupérés par 27 samedis travaillés, et en plus, elle augmente déjà les cadences pour rattraper le retard ! Du coup, plus de 1000 ouvriers débrayent et bloquent les portes de l'usine. La CFDT propose la grève, la CGT approuve si tout se passe « dans le calme et la dignité ». On vote à main levée et l'usine est ré-occupée.

La direction Peugeot demande elle « à tout le personnel de se présenter devant les portes demain mardi. Il faut faire respecter la liberté du travail ». Dans la nuit, les CRS encerclent l'usine, dispersent le piquet de grève et occupent toute l'usine. A partir de 4 h, les ouvriers montent des barricades et affrontent les CRS. Les milliers d'ouvriers qui arrivent vers 7 h refusent de reprendre le travail dans ces conditions. Ils manifestent à Montbéliard puis rejoignent les combattants vers 10 h, qui passent à l'attaque. Une succursale est conquise mais les CRS tirent au pistolet mitrailleur, tuent Pierre Beylot et blessent 15 autres ouvriers. Les ouvriers ont récupéré des armes abandonnées par les CRS, mais ils les brisent à la demande de délégués syndicaux. A 14h, une foule immense occupe les deux côtés de l'usine, toutes les usines de la zone ayant débrayé. On exige le départ des CRS. Une nouvelle tentative de pénétration est repoussée à coups de grenades offensives. Des barricades sont montées du côté Sochaux et les deux camps prennent position l'un en face de l'autre. De l'autre côté de l'usine, les CRS parviennent à réoccuper du terrain dont ils avaient été chassés et c'est dans ces combats que meurt Henri Blanchet. La bataille continue jusqu'à 19 h où une trêve est instaurée. Les CRS se replient dans l'usine et reçoivent l'ordre de la quitter pendant la nuit. La retraite commence vers 21 h, attaquée de toute part par une population en colère. Cela finit en déroute honteuse. L'usine restera fermée 10 jours encore, mais sans être occupée. »

L'exemple n'est pas isolé. A Nantes en particulier, de sérieux affrontements ont aussi lieu avec la police. La CGT, qui tient au calme et à la dignité, n'organise pas de grève de solidarité mais du soutien financier aux ouvriers encore en lutte. Elle appellera à un débrayage d'une heure le 12 juin après les deux morts de Sochaux. FO refuse de manifester, la CFDT d'appeler toute seule ou avec l'UNEF, pour ne pas s'isoler des autres syndicats ouvriers !

Des combats ont lieu dans les villes, avec attaques de locaux UDR et de commissariats, de la part de jeunes travailleurs et chômeurs des banlieues. La police change aussi de tactique et cueille ou démantèle les rassemblements dès qu'ils s'organisent.

Le 12 dans la journée, le gouvernement interdit toute manifestation pendant la campagne électorale (vous aviez oublié qu'il y avait la campagne électorale, les ouvriers aussi !) et il interdit 8 organisations d'extrême-gauche. Cette mesure faisant suite à l'expulsion de plus de mille étrangers arrêtés les jours précédents, le pouvoir essaie de faire le coup du complot « venu de l'étranger ».

Des manifestations interdites, il y en a eu beaucoup, mais à partir de là, CFDT et UNEF céderont au chantage et n'appelleront plus à aucune.

A partir du 12 juin et en l'absence de réponse générale, le gouvernement se sent le vent en poupe et multiplie les reprises, la Sorbonne le 16 juin, le 18 juin dans le groupe Renault. Mais pourtant le mouvement va perdurer jusqu'en juillet dans certaines boîtes.

Quelles leçons tirer des affrontements de Sochaux et d'ailleurs ?

Les étudiants en mai ont été violemment réprimés (matraques, bombes lacrymogènes, arrestations) et d'ailleurs les ouvriers ont été sensibles à leur résistance courageuse. Mais cette violence n'a jamais atteint, pour des raisons de classe, celle qu'ont eu à subir les étudiants mexicains (plus de 200 morts) ou les ouvriers en France pour qui ont été utilisés des tirs à balles réelles à la mitraillette et des grenades offensives.

Comme l'a dit plus tard un ouvrier de Metaleurop, « *La vraie violence, c'est d'obliger les gens à vivre comme ils ne voudraient jamais vivre s'ils avaient le choix* ». Il faut être clair dès le départ, la violence quotidienne de la dictature de l'usine, les ouvriers la subissent et en général ils doivent s'y soumettre. Celle des horaires décalés, du travail harassant et de la vie amputée. Celle du mépris de la hiérarchie qui vous traite comme une sous-humanité. Toutes ces violences accumulées expliquent et légitiment la violence ouvrière, qui n'est d'ailleurs en général employée qu'en réaction à la violence policière.

Ces attaques policières ont de fait servi à politiser le mouvement. La police et les patrons sont confondus dans une détestation croissante, reflet de leur collusion permanente. C'est le rôle de l'État comme quartier général des monopoles qui est ici perçu concrètement, perception que cherchent à nier les appels des partis de gauche au « gouvernement populaire » ou aux nationalisations. D'ailleurs, l'attitude du patronat et du gouvernement concernant Renault aurait pu dissuader les ouvriers de Citroën ou de Peugeot d'exiger cette nationalisation ! Mais il ne faut pas sous-estimer l'enjeu de la prise de conscience d'une minorité ouvrière, même si la masse des travailleurs n'a pas encore tout compris.

Et puis, on est bien forcé de remarquer la dissymétrie entre l'équipement et la préparation, tant des ouvriers que des étudiants, comparés à ceux des forces chargées de faire régner l'ordre capitaliste. C'est la colère et la détermination contre des fusils, comme dans Germinal ! Daniel Bénard, de Voix ouvrière : « *Les manifs de Mai 68, ça a été cela. Ceux qui étaient organisés, c'était les CRS, mais côté manifestants, il n'y avait aucune centralisation ; alors on bagarrait comme on pouvait, en évitant d'avoir trop de dégâts ; dans la plus totale improvisation.* » En face, c'est le contraire de l'improvisation. Ils se donnent les moyens d'arriver à leur fin : que l'ordre règne à nouveau.

Xavier Vigna, L'insubordination ouvrière : « *Les interventions policières très brutales à Flins le 6 et à Sochaux le 11 juin, provoquant la mort de 3 personnes, ne correspondent pas à des excès d'autoritarisme aussi soudains qu'éphémères, mais s'inscrivent dans une stratégie gouvernementale d'expulsion des grévistes des usines, afin de briser le mouvement de grèves. Ce communiqué du ministre de l'intérieur aux Préfets le montre : « La réaffirmation de l'autorité de l'Etat, le déblocage de l'économie, la restauration de la vie normale sont et doivent être votre préoccupation de tous les instants. Vous encouragerez par tous les moyens le mouvement de reprise qui se dessine. Vous déterminerez les entreprises où cette reprise est la plus urgente et la plus facile et serait la plus spectaculaire et la plus féconde. Je suis prêt pour les opérations particulières que vous me proposerez à mettre à votre disposition des moyens matériels supplémentaires ».*

Et puis nous avons vu aussi que derrière cette police brutale et haineuse, il y avait pire encore : une armée de métier prête à faire son boulot contre l'ennemi intérieur, et les supplétifs des réseaux barbouzes prêts à l'épauler pour les tâches les plus sales.

Alors clarifions-le, la réponse ouvrière quand ça se reproduira sera principalement politique : se donner les moyens politiques et matériels d'être à la hauteur du conflit avec la bourgeoisie dès lors que son pouvoir sera en jeu. En 68, on n'en était qu'au tout début : le pays était bloqué, mais la bourgeoisie loin d'être désarmée.

12. L'unité ouvriers-étudiants (Flins)

La rupture avec les places assignées aux étudiants et aux ouvriers par le système capitaliste s'est traduite par des mouvements croisés : les étudiants se dirigent vers les usines, et tentent de franchir l'obstacle de la censure syndicale, CGT le plus souvent. En sens inverse, les ouvriers viennent profiter des moyens de débat autrement plus libres dans les universités : la Sorbonne, Censier, Nanterre, Rouen... Les liens aux étudiants et aux facultés sont un moyen de contourner, voire de combattre, le carcan imposé par la bureaucratie syndicale pour contenir les échanges et l'élévation de la conscience.

Ainsi les liens ouvriers-étudiants deviennent un enjeu politique non seulement pour le pouvoir bourgeois, mais aussi pour le pouvoir de la bureaucratie ouvrière, assis sur les appareils constitués dans les usines par les comités d'établissement, et dans les villes communistes, par les services municipaux.

Par exemple, Hispano-Suiza à La Garenne Colombes n'est pas loin de la faculté de Nanterre. Sur la place, devant l'usine, les discussions sont nombreuses. Et les travailleurs ont même réussi à imposer deux réunions avec les étudiants dans un local du CE. Beaucoup de gars de la taule ont le souvenir de cette discussion avec le groupe étudiant du 22 mars.

Hispano-Suiza, Ouvriers face aux appareils : « A la première réunion, l'appareil s'est complètement fait avoir. A la deuxième, les bureaucrates ont mis le paquet et ils ont bloqué la discussion. Mais même cette réunion a eu son aspect positif : le PC y est vraiment apparu comme un carcan, une organisation répressive, qui coupait la parole aux étudiants et qui empêchait même les travailleurs de s'exprimer ».

En juin, la solidarité contre la répression connaît un nouvel essor, avec le développement des envois de gendarmes et CRS pour faire reprendre le travail dans les bastions symboliques du monde du travail. Etudiants et ouvriers ont en face d'eux les mêmes flics, faisant la navette des portes des usines aux portes des facultés. A l'usine Renault de Flins, le 7 juin, le soutien des étudiants va permettre aux ouvriers de renverser le rapport de force. Les CRS avaient repris l'usine, et les syndicats n'avaient pas l'air de s'opposer à la reprise du travail sous la matraque.

Rappelons comment on en était arrivé là.

L'usine a été occupée le 15 mai, prenant de court les syndicats CGT et CFDT. En juin, une énorme banderole recouvre les grilles : « Producteurs sauvons-nous nous-mêmes. Nous lutterons jusqu'à la victoire finale ». En plus petit : « Nos 40 h, nos 1000 F pour faire vivre nos familles ».

Tandis que des grévistes cherchent à étendre le mouvement dans les usines de la région, chez Gringoire, Wonder, sur les chantiers du BTP, ils s'affrontent à l'hostilité de l'UL CGT de Mantes qui les accuse de provocateurs venant « foutre la merde dans nos régions ».

Un conflit sur la façon de mener la lutte et sur ses objectifs va se développer entre l'appareil CGT et des ouvriers de base pendant les 34 jours de grève.

Sur les objectifs, par exemple. Des ouvriers rédigent des pancartes en vue de manifestations à l'extérieur de l'usine, avec les slogans suivants :

- « Les usines aux ouvriers, la terre aux paysans, le capital à l'humanité »
- « Les ouvriers grévistes se battent pour le peuple »
- « Le gouvernement populaire, c'est l'affaire du peuple seul »

Réaction de l'appareil CGT (le permanent de l'UD) : « Gardez des mots d'ordre qui soient ceux de notre grève ... Il n'y a pas d'autres objectifs à cette lutte, contrairement à ce que certains voudraient faire croire !... Sur le fond on veut effectivement que les usines appartiennent aux ouvriers et que ce soient eux qui dirigent le pays. Mais aujourd'hui, ce n'est pas à l'ordre du jour. Aujourd'hui ce sont nos revendications (augmentation substantielle des salaires, réduction de la durée du travail par un retour progressif aux 40 h, abaissement de l'âge de la retraite) ».

Les ouvriers, eux, sont attachés aux augmentations uniformes et pas en pourcentage, à l'intégration des primes dans le salaire, et à la mensualisation. Ils cherchent à limiter le pouvoir des contremaîtres, et à

s'opposer à l'incessante augmentation des cadences. Bref, ils contestent aussi la dictature du capitalisme dans l'usine.

Le 5 juin, la Direction entend faire voter la reprise en organisant, en présence des flics, un vote à l'extérieur de l'usine.

La gauche du mouvement appelle à refuser de voter, à s'opposer à ce vote par tout moyen. La CGT rappelle que les organisations syndicales n'ont pas l'intention d'utiliser la violence de quelque manière que ce soit. Elle appelle à un meeting 500 m plus loin, et elle affirme :

Direction CGT Flins : « *Certains pourraient laisser croire que les syndicats se sont opposés au vote organisé par la Direction : il ne faut pas laisser propager de tels mensonges* ».

La base, quant à elle, récupère les urnes et les brûlent, ruinant les espoirs patronaux et gouvernementaux d'une reprise.

La base tente d'organiser « l'autodéfense armée » en préparant des caisses de boulons et de rondelles sur des fenwicks pour le lendemain matin. Le soir, la CGT pique les clés des fenwicks. Elle déclare (la direction CGT Flins) : « *La force des ouvriers, c'est le calme et l'ordre* ».

La nuit suivante, à 3h du matin, quelques milliers de CRS investissent l'usine, crosse en avant, arrachant avec fureur les drapeaux rouges, cassant les carreaux où sont collées les affiches. Ils n'ont trouvé devant eux que 150 à 200 grévistes. Le sentiment se répand que la reprise de Flins par les CRS est un symbole inacceptable, et que les travailleurs doivent s'y opposer massivement.

Les syndicats appellent à un meeting le lendemain, 7 juin, à 8h... mais aux Mureaux, à 8 km de l'usine.

Ecœurés, quelques centaines de travailleurs lancent un appel à manifester à 5 h du matin devant l'usine, pour empêcher la reprise. L'appel est notamment dirigé vers les étudiants. CGT et CFDT maintiennent leur meeting aux Mureaux.

Ce vendredi 7 juin, à 5h du matin, 3000 ouvriers et étudiants ont répondu à l'appel, malgré les routes bloquées par les flics. Ils ont réquisitionné des bus, des voitures, ils sont passés à travers champs, au nez et à la barbe des CRS. Au coude à coude, face aux CRS, ils attendent les cars qui vont déverser des volontaires à la reprise, à 7h du matin. Commentaire des ouvriers de Flins : « Les étudiants solidaires avec nous, c'est magnifique ! ».

Voici ce qu'en dira le secrétaire général de la CGT, Georges Séguy :

Séguy, Le mai de la CGT : « *L'occupation de l'usine par les CRS donne aux gauchistes le prétexte de gesticulations que les organisations de la CGT dénoncent vivement. Ils prétendent obtenir des cheminots de la gare St Lazare la mise en circulation de trains spéciaux pour organiser une marche sur Flins. Ils sont éconduits sans ménagement par les cheminots. Il est de la plus haute importance de faire échec à tout prix à cette manœuvre* ».

A l'arrivée des cars pour la reprise du travail, des ouvriers et des étudiants se couchent sur la route et parviennent à arrêter les cars. Les gars descendent des cars mais ne rentrent pas dans l'usine. A 7h30, la bataille de la reprise est gagnée par les grévistes, grâce au renfort des étudiants. Le face à face continue avec les CRS : « Les flics à la chaîne ! », « Le pouvoir aux travailleurs ! ».

A 10h, les directions syndicales prennent la parole, sans donner de perspectives à la lutte. Sous la pression de la masse, ils sont contraints de donner le micro aux étudiants. Un étudiant déclare : « *Il y a ici de nombreux étudiants qui ne sont pas venus pour donner des leçons aux ouvriers de Renault qui peuvent très bien s'organiser, défendre et occuper leur usine. Nous sommes venus simplement pour témoigner d'une manière concrète notre solidarité avec le combat de la classe ouvrière, contre le capitalisme et le patronat* ».

Vifs applaudissements.

A 10h30, alors que le calme règne, les flics attaquent, avec grenades lacrymogènes et grenades offensives. C'est une véritable provocation et la répression durera 4 jours. Mais pour certains, la provocation est ailleurs.

- Un appel est lancé pour re-manifester le lendemain matin devant l'usine. Des voitures de la CGT dénoncent des « provocateurs », et demandent aux travailleurs de rester chez eux.
- L'Humanité, qui ne parle depuis 2 jours que de reprise victorieuse du travail, n'hésite pas à titrer : « *A Flins, les groupes Geismar organisent une provocation contre les grévistes de chez Renault* ».

L'Humanité : « *L'Union Syndicale CGT de la région parisienne dénonce les entreprises de provocation de groupes étrangers à la classe ouvrière. Elle appelle les travailleurs à intervenir vigoureusement contre toute tentative de dévoyer le mouvement ouvrier.* »

Le lundi 10 juin, à Meulan, deux estafettes et plusieurs voitures déversent des gendarmes, mousquetons et chaîne de vélo à la main. Ils partent, crosse en avant, au pas de course, à l'assaut des jeunes sur une place qui borde la Seine. Un jeune maoïste de l'UJCml, Gilles Tautin, meurt noyé. La responsabilité des forces de l'ordre

est engagée. Immédiatement la colère monte. Les estafettes des flics sont pulvérisées. Les flics, menacés de lynchage par toute la population, s'enfuient. Le 15 juin, un immense défilé étudiant et ouvrier, poings levés, accompagnera Gilles Tautin au cimetière.

Le mardi 11, une partie des grévistes pénètrent dans l'usine avec leurs musettes, comme pour reprendre le travail, mais ils remettent le drapeau rouge et font sortir les jaunes. A midi, l'usine est réoccupée. Il faudra attendre 16h pour qu'apparaissent les syndicats CGT et CFDT. Et la CGT n'hésite pas à s'opposer une nouvelle fois à un appel au piquet de grève le lendemain matin, et à renvoyer les gars venus aux portes pour prendre des nouvelles. A 20h, il n'y a plus que 40 grévistes dans l'usine. A 22h, les CRS reprennent l'usine.

Alors que la CFDT avec l'UNEF appellent à rejoindre Flins où il est perçu que le sort du mai-juin ouvrier se joue, la CGT fait tout pour contrer ce mouvement de solidarité : les cheminots CGT du dépôt de St Lazare refusent de convoier les 3000 manifestants vers Flins. La CGT fait fermer les portes de Renault Billancourt et refuse toute jonction avec "les provocateurs gauchistes". Elle subtilise la sono à Flins pour que les dirigeants étudiants ne puissent s'exprimer en meeting. Bref, elle est allée très loin dans la participation à la reprise en main des luttes qu'effectuait le gouvernement.

Le 17 juin, après 34 jours de grève, le secrétaire général de la fédération Métaux de la CGT, Jean Breton présente les résultats de 35 h de négociation : 4% sur les salaires soit 62 centimes de l'heure pour un OS ; 1h de réduction du temps de travail par semaine, sans perte de salaire, plus ½ h en septembre ; paiement des jours de grève à 50% ; mensualisation ; et droits syndicaux. Tandis que de nombreux ouvriers trouvent que le compte n'y est pas, le permanent CGT s'exclame :

Permanent CGT, Flins : « *C'est sur ces bases positives que, dans de nombreuses entreprises, les travailleurs consultés ont décidé de reprendre le travail. Nous pensons juste que vous devez exprimer un avis favorable à la reprise du travail. Vous pouvez être fiers de votre grève et de la façon dont vous l'avez menée au succès.*

Complétez votre succès en faisant du 23 et 30 juin une victoire des forces de gauche, de la démocratie ! »

Au même moment, il y a encore 300 000 métallos en grève, notamment chez Citroën, Berliet, Peugeot, Alsthom, Usinor, Thomson, CGE...

A Flins, les ouvriers se disent : si Renault lâche, Citroën va lâcher.

Un vote à bulletin secret, et non à main levée, est organisé pour la reprise. 3456 sont pour continuer la grève, 4811 (58%) pour l'arrêter, plus 25 nuls. La CGT refuse d'organiser la réoccupation.

L'impression prévaut que le mouvement a été cassé pour faire place nette aux élections. L'Humanité du 18 juin titre : « *Renault : ils reprennent ce matin fiers de leurs succès et forts de leur unité.* » Et : « *Les 66 000 travailleurs de la Régie rentrent ce matin après avoir approuvé à une très large majorité le résultat des négociations.* »

13. Élections, piège à cons

La tactique enclenchée par le pouvoir gaulliste de dissoudre l'Assemblée et de provoquer de nouvelles élections législatives a remarquablement bien marché. Tout le mois de juin, tous les partis qui officiellement soutenaient le mouvement de grève se sont mis à lui offrir comme seule perspective politique l'élection de leurs députés. Mais il ne faut pas voir cela comme une trahison. C'est au contraire la suite logique de leur position. Par contre, « élections piège à cons » a été amplement vérifié !

A partir du moment où l'on ne vise le pouvoir d'Etat qu'en gagnant les élections (et non par le mouvement des classes exploitées), l'essentiel devient de gagner électoralement les couches intermédiaires. Comme le dit un rapport des Renseignements Généraux assez lucide : « *La CGT et le PCF visent à rester les plus ardents défenseurs de la classe ouvrière, mais sans aller jusqu'à provoquer de sérieux désordres sociaux qui préviendraient une partie de l'opinion publique contre un éventuel gouvernement de gauche.* ». La CGT a encadré et canalisé le mouvement vers le seul débouché politique d'un « gouvernement populaire », ce qui chez elle signifie gouvernement d'union FGDS-PCF. Sur la base d'un programme commun qui sera d'ailleurs mis en place les années suivantes, on sait pour quel résultat...

Alors que la période ouverte par les luttes des années 60 est marquée par la radicalisation, PCF et CGT vont s'abriter derrière les réticences de la majorité pour freiner la combativité et la canaliser dans des revendications économiques acceptables par le système.

Hispano-Suiza, Ouvriers face aux appareils :

- - Non, ça cloche...Ça ne veut rien dire...Et puis les gars ne comprendront pas...Ecris "gouvernement populaire".

- *Je remonte, je redescends, je remonte, je redescends, je m'éloigne pour admirer l'effet : "Le pouvoir aux travailleurs".*

Ben oui, gouvernement populaire (des partis réformistes), ce n'est pas pareil que pouvoir aux travailleurs dont on peut imaginer qu'ils le prennent en charge eux-mêmes et donc bouleversent la société capitaliste.

D'ailleurs, ce mot d'ordre trop subversif est devenu en 2008 sur un tee-shirt "commémoratif" de la CGT : la lutte. Ce n'est plus le pouvoir.

C'est connu, aux élections de juin 68, les partis de gauche boivent le bouillon : ils reculent partout en pourcentage et en nombre de voix, et encore plus dans les villes ouvrières. Ils s'en étonnent, ayant fait leur campagne essentiellement sur le thème du gouvernement populaire, censé rétablir l'ordre ! Le journal Action l'avait bien prédit, lui : « *Le Front uni de la réaction va faire chuter bien des élus de gauche. Il faut se faire bien des illusions pour croire que des voix vont manquer au parti de l'ordre* ».

Nicolas Rivière, Mai 68 ou 120 ans après : « *Ce qui fut vraiment nouveau dans cette campagne électorale, ce ne fut pas un prétendu raz-de-marée à droite, mais bien au contraire la vogue que connut le mot d'ordre "élections trahison", repris par la masse étudiante mais aussi par un nombre non négligeable d'ouvriers, malgré les efforts des réformistes. C'est important dans un pays où le parlementarisme est si profondément ancré* ».

Nicolas Rivière parle d'ailleurs de révisionnistes dans sa brochure, terme qui à l'époque, lié à la polémique entre les PC d'URSS et de Chine, stigmatisait l'abandon caché mais complet du marxisme de la part des PC réformistes, par exemple la thèse du passage pacifique au socialisme.

Quant à l'acharnement qu'a mis le PC en 68 à convaincre les couches moyennes de sa modération, de son patriotisme, de son sang-froid, on sait combien il a été payant : victoire électorale de l'UDR¹³, avènement du pompidolisme succédant au gaullisme.

Après le mois de mai consensuel, le mois de juin a vu deux positions s'affronter : les luttes avec pour débouché les urnes, ou les luttes avec pour débouché une remise en cause de la société. La gauche ouvrière radicale n'était pas claire sur les perspectives à donner, mais elle sentait que ce qui était mis en cause allait bien au-delà d'une augmentation du SMIG, d'ailleurs rattrapée en 2 ans. Alors que justement la CGT ne l'encourage pas à aller plus avant. Et puis la nature politique du PCF se clarifie : un parti de l'ordre, responsable et modéré. Mais sur ce terrain, celui de la bourgeoisie, malgré sa ténacité à prouver sa modération, on trouvera toujours qu'il en fait trop. Car le plus fort, c'est que la droite a fait campagne contre le danger communiste, la menace de prise du pouvoir ! Trop maline !

Hispano-Suiza, Ouvriers face aux appareils : « *Dès que la situation le permettait, le PCF revenait à son idée fixe : l'union avec les "couches moyennes" pour la "démocratie avancée"*.

Pour éviter d'effrayer les forces démocratiques, progressistes et nationales (autrement dit, la petite-bourgeoisie), la lutte pour le socialisme est remise à plus tard. On ne propose qu'une démocratie qui sera selon les jours avancée, authentique, véritable ou réelle. Le programme présente aussi les nationalisations : il ne s'agit pas de porter atteinte au capitalisme, mais de l'aider à fonctionner de manière plus moderne.

Beaucoup d'ouvriers s'aperçoivent que quand ils veulent mettre en cause la société, ils ne trouvent pas le PC à côté d'eux. A chaque fois qu'il y a une possibilité d'attaquer le système, le PC va dans l'autre sens ».

N'est-ce pas une grande leçon de 68 ?

RÉSUMONS

Ce que veulent les travailleurs, c'est changer leur vie, leur travail, changer toute la société. Puisque la satisfaction de quelques revendications ne suffit pas pour « rétablir l'ordre », le pouvoir montre le bout de ses chars et de ses fusils, en disant : « C'est ça ou de belles élections démocratiques ». Tous les réformistes alors travaillent par tous les moyens à arrêter la mobilisation.

Le seul scénario alternatif est celui de 1917 : Des « gauchistes » minoritaires mais bien organisés, qui progressivement rassemblent une majorité de travailleurs. Non pas une majorité électorale (bourgeoise), mais une majorité dans la lutte de classe (prolétarienne).

¹³ Union des Démocrates pour la Cinquième République, ancêtre du RPR (qui deviendra ensuite l'UMP puis Les Républicains)

Troisième partie

Mai-Juin. Le bilan est sucré-salé.

14. Vendre chèrement sa peau. Bilan des réformes.

Delale et Ragache, La France de 68 : « Après les affrontements de Flins, St Nazaire et Sochaux, la grève a changé de visage : elle est devenue violente et dure. Le 16 juin, 10 jours après la reprise dans le secteur public, alors que beaucoup de cadres politiques et syndicaux parlent du mouvement au passé, 600 000 grévistes campent encore dans leurs usines », en particulier dans la métallurgie. Le dernier carré s'obstinera jusqu'au 16 juillet, contre la fermeture de la boîte, une carrière d'ardoises dans les Ardennes !

Nicolas Rivière, Mai 68 ou 120 ans après : *Les ouvriers poursuivent la lutte. Ils ne croient plus que la révolution soit possible, mais l'idée qui domine, c'est qu'au point où on en est, il faut vendre chèrement sa peau. (...) On ne peut qu'admirer la classe ouvrière qui faisait ce baroud d'honneur sans illusions, simplement pour la dignité, pour leur en "faire baver". Dans cette situation sans issue, de nombreux ouvriers tournèrent plus nettement les yeux du côté du mouvement étudiant, lequel, au même moment, se tournait vers la classe ouvrière.*

Signalons comment s'est fait la reprise du travail à Peugeot Sochaux. Le front syndical s'est cassé après les affrontements du 11 juin. Les négociations s'éternisent, la direction lâche des miettes au compte-gouttes. Le 18 juin, FO et la CFDT déclarent ne plus croire pouvoir obtenir davantage et appellent, elles aussi, à la reprise. Mal joué, car le patronat reçoit des conseils très clairs du gouvernement : il faut en finir avec ce conflit. Le PDG débarque le lendemain à Sochaux en déclarant : « *Je ne viens pas pour continuer les négociations, mais pour faire reprendre le travail* ». Il accorde à la CGT ce qui restait la pierre d'achoppement : le retour après le conflit à l'horaire d'avant (46h15) au lieu des 47h30 annoncées, et l'annonce de réductions d'horaire pour aboutir à 45h en janvier 70. Du coup, la CGT appelle elle aussi à la reprise et un vote de tout le personnel donne plus de 20 000 pour la reprise et 2000 contre (un ouvrier CFDT de l'époque nous dira : « *Pour dire la vérité, on n'avait pas tellement envie de reprendre* » tellement la grève avait changé leur façon de voir la vie. La reprise se fait drapeau rouge en tête dès le 20 juin, le PDG n'est pas descendu pour rien ! Cette histoire est révélatrice des positions de chacun.

Il faut aussi resituer cette reprise dans le cadre politique général ; le tournant du 12 juin, avec l'interdiction des manifestations et de 8 organisations d'extrême-gauche. Or justement, la CGT participe de cette extinction du feu de 68 et la CFDT et l'UNEF cèdent au chantage des interdictions de manifester et n'y appelleront plus. Les manifestations continueront mais le cœur ni l'unité n'y sont plus... C'est dans ce climat de déliquescence proclamée (plus que réelle) que les dernières luttes et négociations se déroulent.

Hispano-Suiza, Ouvriers face aux appareils : « *En Mai, il y a eu décloisonnement, il y a eu fusion, mais après, les personnes qui avaient été prêtes à tout mettre en commun pour un but idéal, se sont retrouvées en train de défendre leur beefsteak, catégorie par catégorie.* »

Le rôle principal fut joué par le couple PCF-CGT.

Nicolas Rivière, Mai 68 ou 120 ans après : « *Leur tactique était une tactique d'usure. Se disant que le mouvement ne pouvait plus avancer, livré qu'il était à la passivité et à l'inorganisation, plongé dans une grande confusion idéologique, les révisionnistes pensaient que, la faim aidant, et la démoralisation consécutive à l'absence de perspective, tout changement se ferait vers le retour au travail, à l'ordre bourgeois* ».

La CGT peut pourtant être parfois dure et combative, et donner le change à ceux qui la considèrent molle ou vendue au patron, dès lors que le conflit se place sur son terrain : des revendications quantitatives (sur les salaires, les horaires, la retraite...), qui conservent le principe de hiérarchie, car elle défend tous les salariés n'est-ce pas ?

Xavier Vigna, L'insubordination ouvrière : « *Nous sommes partisans de proposer une élévation substantielle des bas salaires, non en faisant payer la note aux autres catégories de salariés mais au patronat qui est seul responsable du si grand éventail existant, et contre lequel nous nous élevons* ». Cette défense de la hiérarchie, qui s'articule à une défense de la hiérarchie des classifications, correspond à la volonté de préserver les ouvriers qualifiés et les petits agents de maîtrise qui constituent l'armature du syndicat CGT dans ces entreprises à la main d'œuvre très qualifiée ».

En gros des revendications relativement inoffensives pour le capitalisme, car ses principes ne sont pas dans la distribution des richesses mais dans leur production : comment on produit, qu'est-ce qu'on produit ? Les appels à une autre société, à une participation à la gestion par les travailleurs doivent être compris pour ce qu'ils sont : la lutte pour une conception d'un capitalisme régulé, distributif, pouvant aller jusqu'à un capitalisme d'État régulé, mais sans remise en cause de la division sociale du travail.

Xavier Vigna, L'insubordination ouvrière : « *Ce que nous demandons : être responsable dans notre travail, de son organisation, de la marche des usines dans le pays – être des hommes et des femmes dont la dignité soit respectée* ».

Aujourd'hui, ce qui domine dans la CGT, c'est son alignement sur le fonctionnement de l'économie, limitant son rôle à mettre quelques freins aux excès du capitalisme libéral, mais soucieuse comme un patron de la bonne marche de l'économie et des entreprises. Mai-juin 68 portait, lui, l'espoir d'un changement de fonctionnement.

Xavier Vigna, L'insubordination ouvrière : « *En 36, on n'était déjà pas prêt. En 45, on n'était pas prêt parce qu'il y avait les Américains sur le tas. En 58, on n'était toujours pas prêt parce qu'il fallait pas déconner, l'OAS, on savait pas où ça allait, tout le machin. En 68, on n'est toujours pas prêt parce que l'armée, parce que ceci, le rapport de forces... Le syndicat, il commence à être un tout petit peu vieux. Il est plus dans l'coup. Ou alors il est pris dans le système et il peut plus s'en dépatouiller.... Nous ici on est la force d'appoint et ça fait 20 ans, 30 ans qu'on fait la troupe, pendant qu'en haut, à l'état-major, ils continuent à mastiquer les mêmes mots ou les mêmes slogans, nos traitements, nos pensions, nos retraites.* » *Analyse de la stratégie d'un syndicat qui singe la lutte de classes et fait en réalité fonction de soupape.* »

La CFDT était, elle, plus sensible aux appels autogestionnaires venus d'une base plutôt techniciens, ou des étudiants. Plus sensible aussi à une expression et un fonctionnement démocratiques. C'est là-dessus qu'elle paraissait plus gauche en 68 que la CGT, plus porteuse du fameux "pouvoir aux travailleurs", dont la CGT donnait une version centralisée... C'est elle qui portait la revendication de légalisation des sections syndicales d'entreprises, vues comme un contre-pouvoir de la base dans l'entreprise. Mais de même que le PSU de l'époque s'est rapproché jusqu'à fusion du PS, la CFDT a mis de la défense de l'économie dans son vin rouge proclamé et s'est alignée au final sur un syndicalisme cogestionnaire à l'allemande.

Xavier Vigna, L'insubordination ouvrière : « *Les actions syndicales, loin d'être des tentatives de briser le système, contribuent à le pérenniser. Sentiment diffus en 68, celui d'une intégration excessive des syndicats qui corrompt leur capacité militante et aboutit à minorer et canaliser l'ardeur revendicative des ouvriers. Ce constat brutal n'est souvent dressé qu'à la toute fin de la grève, quand l'issue du mouvement ne fait plus de doute.* »

Alors au final justement, qu'ont apporté les luttes du mois de juin aux accords de Grenelle de fin mai refusés par les travailleurs ? Pas grand-chose à y bien regarder. Disons le renforcement ou l'application de mesures abordées à Grenelle sur la mensualisation ou la réduction du temps de travail. Avec la fin des discriminations de zones, d'âge ou de sexe, beaucoup de travailleurs isolés parmi les plus défavorisés y gagneront quand même beaucoup. Rien sur les revendications « qualitatives » : conditions de travail, hygiène et sécurité, cadences.

Les ordonnances de la Sécu dont on demandait l'abrogation seront, elles, votées par les députés dès juillet ! On sait que l'augmentation des salaires sera récupérée en 3 ans par l'inflation et l'augmentation de productivité. Mais elle permet de donner un coup de fouet à l'économie !

Xavier Vigna, L'insubordination ouvrière : « *Maintes de ces revendications jusqu'alors déclarées dangereuses, excessives, voire démagogiques par les patrons et les pouvoirs publics, sont obtenues intégralement d'un coup. On ne signale, pourtant aucune faillite d'entreprise, petite, moyenne ou grande. Au contraire, ce bilan social et particulièrement le relèvement substantiel du pouvoir d'achat des salaires élève la consommation et, du même coup, stimule la production. L'économie nationale s'en trouve fortifiée. La seule ombre dans le tableau viendra d'une énorme spéculation des grandes sociétés et des banques qui se traduit par une vague d'exportation de capitaux, lourde de conséquences pour notre équilibre monétaire.* »

Car le nationalisme divise la classe ouvrière, mais il n'étouffe pas la bourgeoisie !

15. A quoi sert une grève générale ?

Beaucoup d'ouvriers parlent toujours de mai 68 comme ce qu'il faut faire pour changer les conditions de vie et de travail. C'est surtout une manière de dire que la lutte boîte par boîte, secteur par secteur, ne sert pas à grand-chose.

La grève générale est aussi évoquée par divers courants d'extrême gauche comme l'antichambre de la révolution, la première étape de la prise du pouvoir, qui permettrait de passer aux stades supérieurs de la lutte révolutionnaire plus ou moins spontanément. Il faut tout de même se poser la question : pourquoi, au-delà de la prise de conscience embryonnaire qu'un autre système est possible, la plus grande grève de l'histoire de la France n'a pas offert de débouché politique à la remise en cause des places assignées à chaque classe sociale ?

Nous avons vu que le mouvement de mai-juin a pourtant commencé dans les usines sur des questions d'ordre politique - contre le pouvoir gaulliste - plus qu'économique, semant d'ailleurs le trouble parmi les délégués de boîte. Pour retrouver leur légitimité, les appareils syndicaux, principalement la CGT, ont fixé des objectifs revendicatifs immédiats au mouvement de grève, et répété qu'il n'y avait pas d'autres objectifs à ce mouvement. Selon eux, la lutte pour la direction de la classe ouvrière sur la société n'était pas à l'ordre du jour ; il n'y avait donc rien à tenter pour élever la conscience jusqu'aux enjeux de société.

L'objectif politique, au niveau de la masse ouvrière, c'était d'abord la chute du gaullisme, régime jugé responsable du renforcement de l'exploitation patronale, de la dégradation des conditions de vie et de la répression des luttes ouvrières (et des mouvements anti-impérialistes). Jusqu'au 30 mai, l'illusion prédominait que le gouvernement, affaibli par la grève générale, ne pouvait plus gouverner, et qu'il allait tomber comme une feuille morte. Le discours de De Gaulle du 30 mai a extirpé les ouvriers de ce rêve. Cela aurait pu être l'occasion d'une prise de conscience sur les fondements de la domination de la classe bourgeoise, et sur les obstacles à abattre pour développer la domination de la classe ouvrière. Au lieu de cela, les appareils réformistes ont rabaisé le niveau de conscience en développant une stratégie d'aplatissement tous azimuts : ils n'avaient pas hésité à considérer les barricades comme des aventures de fils à papa, et à qualifier de père les ouvriers et les chômeurs qui rejoignaient les barricades.

Ils ont brandi la menace de l'intervention de l'armée pour condamner toute action offensive, voire même défensive, un tant soit peu violente.

Ils ont qualifié de provocateurs les organisations étudiantes et les organisations politiques qui ont répondu aux appels des ouvriers de Flins pour empêcher la reprise du travail sous la matraque.

Malgré le démenti cinglant (et sanglant) qu'apportaient la reprise militaire des centres névralgiques en grève et les affrontements armés, ils ont continué à affirmer que le stade de développement du capitalisme atteint en France rendait possible le passage pacifique au socialisme.

Ils ont enfin présenté comme un succès les concessions obtenues à Grenelle, et ils ont appelé à la reprise, laissant pour seul débouché les élections législatives du 23 juin.

Comme le souligne Georges Séguy :

Georges Séguy, Le mois de mai de la CGT : « *La situation n'était pas révolutionnaire mais elle portait en elle le potentiel de forces suffisant pour aboutir au-delà du grand succès revendicatif, à une victoire politique contre le pouvoir de la haute finance et de la grande industrie.* »

Concrètement, c'est essentiellement sur les conditions de la reprise du travail que la rupture entre la masse ouvrière et les appareils réformistes a été la plus franche.

La rupture a été importante avec les fractions les plus conscientes de la classe ouvrière : leurs objectifs politiques avaient dépassé la seule perspective du remplacement du régime gaulliste par un gouvernement dit « populaire ». La question du "pouvoir aux travailleurs" a été mise en avant, scandée dans les manifestations, comme dans le face-à-face avec les CRS à Flins. Mais cette prise de conscience s'est heurtée à la question fondamentale de quelle organisation forger pour prendre le pouvoir central, détruire l'appareil d'Etat, et tous ses instruments : police, armée, justice, médias, école, université... La grève générale avait bien gagné les médias, par exemple, mais jamais les ouvriers et les étudiants n'ont pu prendre cet instrument pour le mettre au service de leur mouvement.

Tout le pays est en grève, très bien. Mais la bourgeoisie dispose d'un vaste appareil d'Etat centralisé. Peut-on lui laisser en disposer, rester isolés, et se faire attaquer les uns après les autres ?

Les ouvriers les plus conscients ont commencé à construire des outils de démocratie ouvrière au niveau local. Ils ont commencé à faire bouger les blocages des appareils réformistes. Ils ont concrétisé ici et là la solidarité

avec les couches alliées de la classe ouvrière, etc. Mais, faute d'organisations politiques à la hauteur de l'enjeu, jamais ils n'ont pu s'emparer d'outils, de moyens d'information, de débat, de décision et d'action d'envergure nationale, capables de préparer le renversement de l'État bourgeois, à la fois sur les plans théorique, organisationnel et militaire. Et bien peu ont même posé le problème. Ils comptaient en fait que le pouvoir tombe comme un fruit mûr. Le gouvernement a été bien plus lucide sur la situation, il s'est d'abord assuré de la loyauté de l'armée, et il a gardé la haute main sur l'information et la circulation dans le pays.

Les limites du mouvement ouvrier, quand il est dominé par le réformisme, ont été mises en lumière par l'écrasement du mouvement ouvrier chilien en 1973. Lorsqu'elle a estimé avoir épuisé les ressorts de la démocratie bourgeoise, la bourgeoisie chilienne, épaulée par les autres bourgeoisies, notamment américaine, a mis en pratique, jusqu'au bout, les mesures qu'en France la bourgeoisie réunifiée, en juin 1968, avait préparées pour combattre la contestation étudiante et ouvrière.

Les enseignements majeurs de mai-juin 1968 en France sur les limites de la grève générale, et de septembre 1973 au Chili sur les limites des partis de la gauche parlementaire, restent d'actualité aujourd'hui. Force est de constater que ces enseignements de l'histoire ne sont pas avancés par de nombreuses organisations politiques aujourd'hui. Le défaut d'organisations centrales véritablement révolutionnaires a pourtant fortement marqué les militants en pointe dans le mouvement de 68, à l'image de ce militant qui estimait dix ans plus tard :

Kristin Ross, Mai 68 et ses vies ultérieures : « *Ensuite, il y a eu juin. La droite se ressaisit, la gauche n'a rien à proposer comme idéologie, même réformiste [...]. J'en suis sorti avec l'idée : plus jamais ça, plus jamais prendre le pouvoir à la base, prendre la parole, sans prendre le pouvoir. Je suis reparti avec une certaine amertume contre la fragilité de tout ce qu'on faisait, et du ressentiment. La question de la prise du Pouvoir (avec un P majuscule), du pouvoir politique, je l'ai ressentie d'autant plus fortement qu'avant on avait l'impression de l'avoir dans la rue, de faire ce qu'on voulait. Le retour de bâton a été vécu très douloureusement. C'est pour cela que tous les discours tendant à prendre des petits pouvoirs partiels, qui avancent des idées de révolutions moléculaires, me laissent extrêmement sceptique. J'ai profondément aimé Mai 68 pour son aspect anti-autoritaire, mais j'ai profondément ressenti en juin que le pouvoir à la base ne suffit pas. Je suis assez représentatif d'une génération qui a constamment oscillé entre ces deux pôles.* »

La grève générale pose donc un problème dont elle n'a pas la solution : le problème du pouvoir. Elle reste en-deçà des espoirs de changement politique et sociaux qu'elle soulève. Et finalement, elle laisse le champ libre au réformisme, à des élections qui, au mieux, changent une partie du personnel politique, dans un appareil d'Etat légèrement relooké. Elle laisse la société aux mains des capitalistes, les travailleurs n'ayant plus qu'à reprendre le travail.

16. Mais qu'est-ce qui a manqué ?

Beaucoup d'ouvriers, en mai 68, et surtout en juin, ont vu les limites de l'action syndicale, même celle de la CGT, qui pourtant prétendait s'inscrire dans un changement de société.

Hispano-Suiza, Ouvriers face aux appareils : « *Les augmentations de salaire, dans la mesure où elles réussissent à maintenir le pouvoir d'achat des travailleurs, contribuent à l'équilibre de l'économie. La CGT apparaît de moins en moins comme un syndicat de producteurs. Elle ne vise plus la transformation des rapports de production et défend de moins en moins les intérêts de classe. Elle défend plutôt les intérêts des individus en tant que consommateurs, intégrés à la société bourgeoise, où elle joue le rôle d'un organe régulateur* ».

Cette compréhension de la nature de classe de la confédération CGT en 68, le groupe ouvrier d'Hispano-Suiza l'a étendue au PCF, dont plusieurs avaient fait partie. Aujourd'hui, le réformisme domine sous d'autres formes, mais en 68, c'était le PCF qui organisait et dominait la conscience ouvrière.

Hispano-Suiza, Ouvriers face aux appareils : « *Nous reprochons à la direction du Parti de n'avoir pas exploité le grand mouvement de contestation des structures bourgeoises qui a traversé notre pays, et d'avoir dévié ce grand élan vers des questions purement revendicatives, nécessaires certes, mais insuffisantes. L'action du Parti a ainsi consisté à canaliser l'action des travailleurs dans un chemin opposé à leurs aspirations profondes. Elle a été marquée par la volonté de négocier à tout prix avec le patronat, à n'importe quel échelon, et elle a dévié tous les espoirs vers des succès parlementaires illusoire.*

Dès que la situation le permettait, le PCF revenait à son idée fixe : l'union avec les "couches moyennes" pour la "démocratie avancée".

Pour éviter d'effrayer les forces démocratiques, progressistes et nationales (autrement dit, la petite-bourgeoisie), la lutte pour le socialisme est remise à plus tard. On ne propose qu'une démocratie qui sera selon les jours avancée, authentique, véritable ou réelle. Le programme présente aussi les nationalisations : il ne s'agit pas de porter atteinte au capitalisme, mais de l'aider à fonctionner de manière plus moderne. »

Ils ont même été au-delà de cette compréhension d'un PCF réformiste aidant à moderniser le capitalisme. Ils ont perçu aussi qu'il tire sa force, son rôle social, et toutes les positions qu'il a acquises dans le système, de son rôle d'encadrement de la classe ouvrière, pour la maintenir elle aussi dans le cadre du capitalisme. D'où son acharnement à en rester le principal représentant, et sa hargne à évincer ceux qui prétendent le déloger de ce fromage.

Hispano-Suiza, Ouvriers face aux appareils : « *Mal reçu dans le chœur des partis bourgeois, le PCF doit utiliser l'emprise qu'il continue à exercer sur la classe ouvrière par l'intermédiaire de ses organisations de masse. Quand les luttes se développent spontanément, le PC tente de les utiliser pour faire pression sur l'opinion ou le gouvernement, tout en les empêchant de déboucher sur des perspectives révolutionnaires. C'est ce qu'il a fait en 68.*

Le PC : haine des révolutionnaires, crainte des masses. »

Mais la compréhension de cette nature contre-révolutionnaire du PCF commençait à peine pour une fraction d'ouvriers, car elle venait en contradiction avec les affirmations répétées du Parti s'affirmant toujours révolutionnaire et avant-garde de la classe ouvrière. La grande nouveauté de mai-juin 68 est là : le début d'une compréhension de masse de qui sont les amis et les ennemis dans la lutte contre le capitalisme. Comme l'a dit le jeune ouvrier de St Ouen souvent cité :

Hispano-Suiza, Ouvriers face aux appareils : « *Le PC n'est plus jamais arrivé à se faire passer pour un parti révolutionnaire. »*

Il y avait encore un pas énorme entre cette compréhension, diffuse, et limitée en effectifs, et la création d'un autre Parti qui organise les combats de la classe ouvrière. Au moins, on savait ce qui manquait.

Hispano-Suiza, Ouvriers face aux appareils : « *Je crois que Mai dégelait une situation, mais je ne crois pas qu'on pouvait remporter la victoire. Il n'y avait pas l'outil nécessaire : le parti révolutionnaire qui voulait prendre le pouvoir. »*

Nicolas Rivière, Mai 68 ou 120 ans après : « *Il y a un chemin entre faire grève malgré les réformistes et lutter consciemment contre le réformisme. L'adversaire encore mal connu, donc formidable, que le prolétariat a vu se dresser en face de lui en Mai 68, c'est le réformisme, et abasourdi par cette effroyable découverte, il n'a pu que reculer momentanément pour assimiler cette nouvelle difficulté, pour s'armer contre ce nouvel obstacle. »*

Hispano-Suiza, Ouvriers face aux appareils :

« *- En général, on n'imagine pas qu'on pourrait construire quelque chose en dehors du patronat, en dehors du capitalisme.*

- Si on comptait sur nous-mêmes et non sur les autres, il y aurait peut-être un autre climat ».

Mai-juin 68 a renouvelé la compréhension et la lutte contre le capitalisme. Après les révolutions anti-coloniales, et le rendez-vous manqué avec la classe ouvrière algérienne, des questions et des réponses nouvelles ont été posées sur le capitalisme, sur la façon de produire, et sur la manière de vivre en société. Le PCF avait conscience que ces idées étaient dangereuses pour sa mainmise politique sur la classe ouvrière, mais il n'a pu empêcher que son influence ne soit contestée au fond. La classe ouvrière a buté sur la découverte de la nature contre-révolutionnaire du PCF, et sur les divisions politiques que ça créait. Les trotskistes défendaient toujours la thèse d'un PCF parti ouvrier dégénéré, bureaucratisé, qu'il fallait convaincre et faire évoluer. Certains maoïstes ont amorcé une critique plus profonde du PCF, tirant des enseignements de la lutte politique menée par le PC chinois contre le PC de l'Union soviétique. Si la notion de révolution a été remise à l'ordre du jour des consciences, tous les débats menés dans la classe ouvrière n'ont pu être ni capitalisés ni centralisés et portés à un niveau supérieur d'organisation.

Bref, la confusion régnait... et elle ne s'est pas tellement dissipée depuis !

RÉSUMONS

La lutte de classe dure, radicale, massive même, reste un compromis avec les réformistes, car ce sont eux, avec la bourgeoisie, qui sont toujours au pouvoir. Ils sont donc toujours gagnants, finalement.

Par conséquent la grève générale, comme le syndicalisme, pose un problème dont elle n'a pas la solution : le problème du pouvoir. L'intérêt de mai-juin 68, comme de 1936 ou 1944, c'est d'avoir posé ce problème concrètement, en sortant directement du cadre bourgeois, pour voir les réformistes nous y ramener. Le problème du pouvoir devient alors celui du parti.